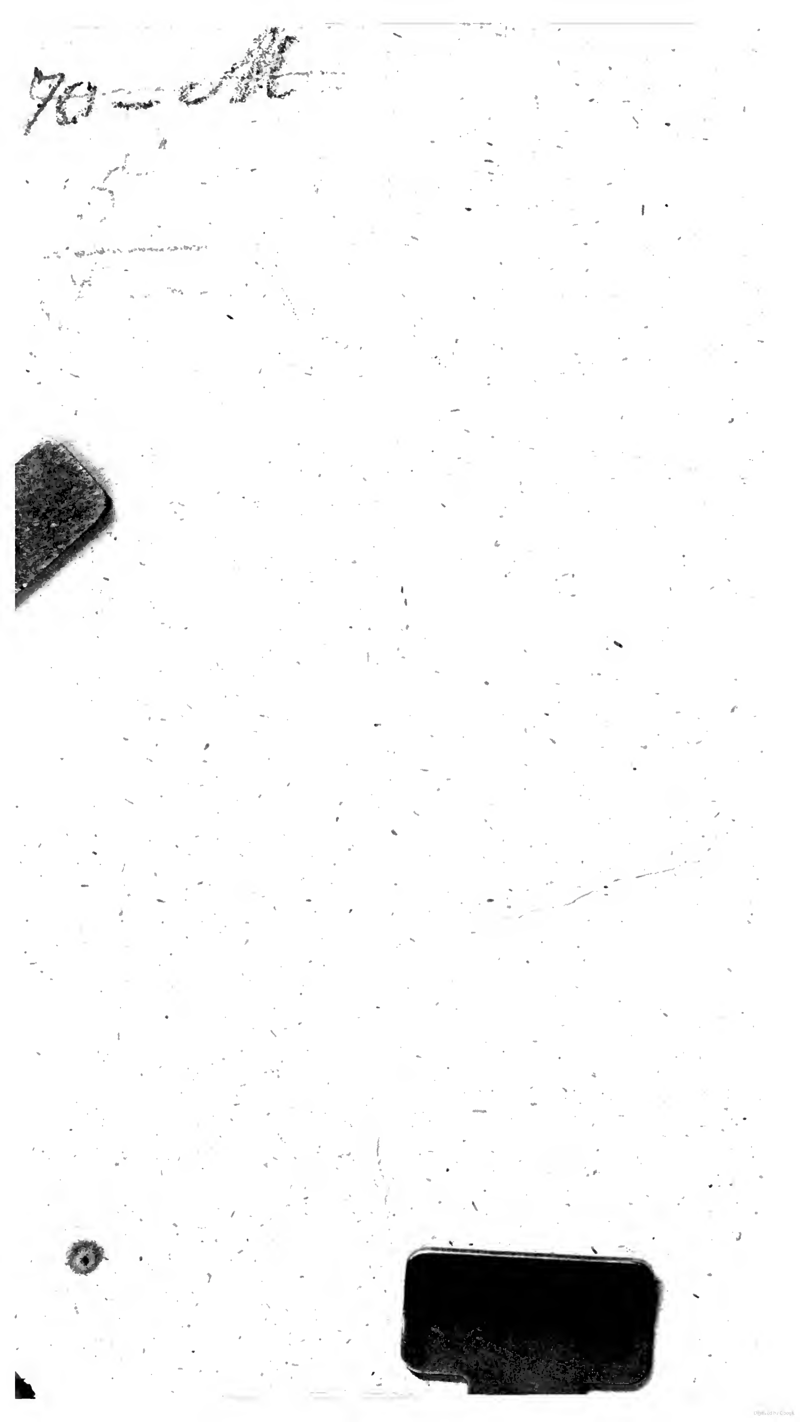

OSTERREICHISCHE
NATIONALBIBLIOTHEK
211679-B
ALT-



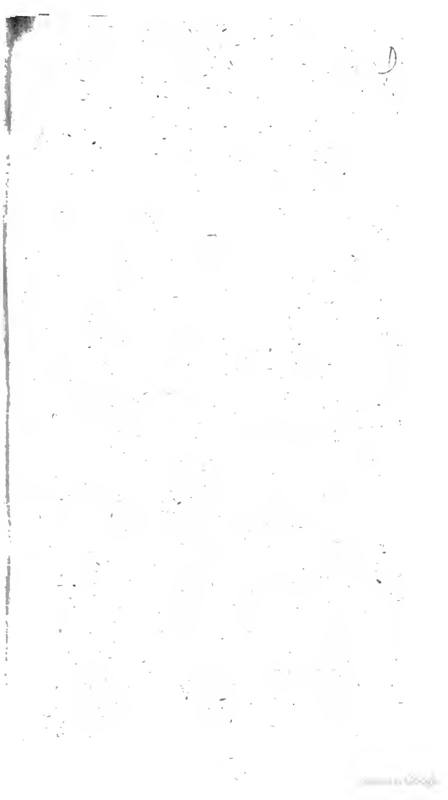


TABLEAU POLITIQUE

DE

L'EUROPE

PENDANT L'ANNÉE 1805,

ET

LES TROIS PREMIERS MOIS DE 1806.

PAR

Mr. le Comte DE S......

Una salus victis nullam
sperare salutem.

A OSNABRUCK
CHEZ A. KIRCHER. BREITSTRASSE.



Si la paix est cet état de tranquillité, qui met chacun à sa place, éteint les haines, étouffe les projets ambitieux, inspire la confiance, laisse respirer les empires, le commerce renaître, l'agriculture refleurir, le caractère national de chaque peuple concourir à sa prospérité; l'Europe depuis longtems n'a point joui de la paix.

Mais si la paix est une cessation d'hostilités, une apparence de calme, pendant lequel la vigilance s'endort et l'ambition veille; il est juste de convenir qu'après le congrès d'Amiens, on a pu se flatter que l'on alloit gouter les fausses douceurs d'une pareille paix.

Pourquoi l'Europe s'est elle trompée à cette époque? C'est qu'elle a mal jugé la cause puissante qui arrètoit ses mouvemens, et qu'elle a méconnu les desseins de l'homme, qui la provoquoit momentanément au repos.

A la paix d'Amiens la fortune de la France république étoit faite, si l'on peut se servir de

cette expression; mais celle de Bonaparte alloit commencer. Dix ans de suite l'Europe avoit voulu contrarier le délire des Français; mais la fortune de leurs armes avoit racheté leurs fautes; et les desseins de la France avoient été remplis.

Quelque fut désormais le genre de gouvernement, qui pouvoit convenir à son inconstance, il n'entroit plus dans la politique des souverains de s'en croire les arbitres; et l'on cedoit, à son ambition, à ses convenances, tout ce qui auroit pû la provoquer à sortir de cet état de calme, qu'elle sembloit offrir de bonne foi.

Les sacrifices auxquels les puissances, alors en guerre avec la France, consentirent pour acheter la paix, étoient faits pour l'établir d'une manière solide, si, à cette époque, la France se fut retrouvée cette vieille et respectable monarchie, où l'intérêt du souverain ne pouvoit jamais se séparer de l'intérêt général; mais faute de saisir toute l'étendue de la question, les cabinets virent ce qui étoit en apparence, sans deviner ce qui alloit exister en effet: en satisfaisant à la vanité d'une nation, qui se nommoit encore dans ses traités, les plénipo-

tentiaires crurent satisfaire à tout, et ne s'apperçurent pas, qu'ils venoient de poser la première pierre d'un édifice, qui depuis s'est élevé jusqu'aux nues.

Que manquoit-il à la France, après la réunion de dix provinces, qui augmentoient d'un cinquième sa population, qui assuroient pour longtems l'intégrité de ses frontières, et l'envellopoient de petites puissances obligées de céder à sa politique? Rien! Que manquoit-il à l'homme qui la gouvernoit? Tout encore!

Parceque la France n'avoit plus de conquêtes à faire, l'Europe se croyoit en repos; et Bonaparte ayant à fonder sa puissance, à créer son empire, à établir sa famille, rouloit déjà dans sa tête, ces vastes desseins qui devoient entrainer la guerre; tandis que la plupart des cabinets cherchoient encore à se flatter du retour réel de la tranquillité. En effet qui l'a troublée cette tranquillité? Sont-ce les peuples à qui la fortune avoit arraché une paix pénible? Non! Mais l'homme que cette paix avoit laissé encore trop loin du but, où déjà il prétendoit atteindre.

Trente millions d'hommes, éblouis par les talents et la fortune, ont beau proclamer *pacificateur de l'Europe* celui, qui vient de la mettre en feu; il faudra que trente millions de voix se taisent un jour devant une seule . . . devant la voix de la vérité.

Si les faits ne parloient pas encore plus haut que les Gazettes, qui oseroit soulever ce poids immense de louanges et d'adorations sous lequel cette vérité est presque ensevelie? Qui oseroit demander pourquoi celui qui dicta le traité de Lunéville, qui fit signer la paix d'Amiens, n'en a pas voulu remplir une seule clause. Si le Piémont n'avoit pas été réuni *depuis* à la France; si Parme et Plaisance n'avoient pas cessé *depuis* d'appartenir à la maison de Bourbon, si trois magistrats suprêmes, qui gouvernoient la république françoise n'étoient pas disparus *depuis* sous l'ambition d'un seul; si ce premier Consul ne s'étoit pas déclaré lui même Empereur; si cet Empereur n'avoit pas voulu être Roi d'une autre contrée; si Gênes n'avoit pas été forcée de venir se jetter dans ses bras; si les dates enfin, ces témoins incorruptibles de l'histoire, ne constatoient pas la

rapidité prodigieuse de tous ces changemens; si l'Europe n'avoit pas vu Bonaparte usurper des provinces au sein de la paix, et faire plus de conquêtes avec la plume qui a signé des constitutions, des réunions, des envahissemens, des traités, qu'avec cette épée à laquelle on veut élever un temple, qui pouroit lutter contre ce torrent d'opinions que la fortune produit et gonfle; et oser, à travers ces triomphes, ces apothéoses, prouver à quel point l'ambition, qui a enfanté la guerre, est absolument la même ambition, qui en ce moment veut dicter la paix.

La première base sur laquelle doivent être établis les traités, c'est la reconnoissance réciproque de la force réelle de chacune des deux puissances contractantes. La puissance qui augmente ou change ses moyens en politique, rompt la première l'harmonie, viole la paix, et dégage par cette infraction, celle qui ne s'étoit liée qu'à des conditions, qui dèslors ne subsistent plus.

Si cet axiome en droit public, est universellement reconnu, qui peut au monde nier

que la paix d'Amiens n'ait été rompue par la France, au moment même de sa signature.

L'Angleterre, sans s'y expliquer assez clairement sur le sort de l'Italie, étoit loin cependant de penser, qu'un trait de plume fixeroit la réunion du Piémont; et sans paroitre vouloir s'immiscer dans la forme du gouvernement de la France, il lui étoit permis de se flatter qu'une constitution, encore démocratique dans ses racines, ne seroit pas avant deux années revêtues de toutes les formes vigoureuses et permanentes des monarchies.

Bonaparte avoit à peine cessé de conquérir par son épée, que la plume diplomatique de son ministre commençoit un genre de conquêtes moins éclatant, mais plus réel. Fidèle au traité d'Amiens, on désarmoit dans les ports d'Angleterre, quand déjà les bureaux de la politique Française armoient tout ce que le machiavélisme a de plus adroit et de plus captieux. Le glaive cessoit d'envahir, mais la crainte produisoit des envahissemens, et Malthe alloit être livrée à des mains trop foibles pour la conserver, quand le cabinet de Saint James s'apperçut

que la prudence lui faisoit une loi de ne pas se désaisir du seul otage qui lui restoit.

La guerre maritime fut alors résolue, l'indépendance du commerce en fut le prétexte. Une expédition projettée en Hollande et enveloppée d'un mystère sinistre, allarma avec raison l'Angleterre; le despotisme que le gouvernement françois affectoit sur le continent, renforçoit celui que les Anglois affectent volontiers sur les mers; la France menaçoit, l'Angleterre craignoit des coups frappés dans l'ombre: et pour échapper à l'inquiétude elle attaqua la première. La violation du droit des gens dans la personne des voyageurs faits prisonniers de guerre à Paris, la vieille antipathie nationale, des ressentimens étouffés plutôt qu'éteints firent le reste; et Bonaparte que vingt Poëtes obscurs se hatèrent d'appeller le *Britannique*, vint à Boulogne, comme un autre Caligula, sommer cette même Albion, dont le gouvernement habile, eut l'art de jouer l'effroi, afin de réunir tous les partis, au nom de la patrie en danger.

Telle étoit la situation de l'Europe au commencement de l'année 1805, quand les principales puissances furent contraintes de prendre part à une querelle, qu'elles ne pouvoient plus observer qu'avec la plus vive inquiétude. Suivant les papiers françois et leur langage diplomatique, le chef du gouvernement ne combattoit que pour l'affranchissement des mers; mais selon le langage de la raison, on ne pouvoit considérer sans crainte une lutte, qui, si elle finissoit par ouvrir le chemin des deux Indes à la France, rompoit à jamais un équilibre, que l'on avoit encore l'espoir de consèrver.

Religieusement fidèles à tous les traités, ces grandes puissances observoient cependant en silence, une guerre aussi importante, quand des conquêtes réelles vinrent enfin déssiller leurs yeux.

Que des marches de troupes, que des victoires arrosées de sang, soyent aux yeux du commun des hommes, les seuls actes d'hostilités qui peuvent rompre l'harmonie qui règne entre deux états, nous ne chercherons point à combattre une pareille erreur; c'est aux gens qui

croyent que dominer un pays, c'est l'envahir; que réunir une province, c'est la conquérir; que nous adressons nos justes remarques.

Si l'Europe avoit cru placer sa tranquillité sous une espèce de sauvegarde à la paix d'Amiens, cette sauvegarde n'existoit déjà plus du moment, où le chef de la nation française avoit provoqué et accepté la réunion de tous les pouvoirs. Que l'on juge donc de l'inquiétude que dut produire cette suite non interrompue de menaces, d'envahissemens, de réunions, de prétentions, de titres, qui tout à coup se développa avec une rapidité sans exemple dans les annales de l'histoire.

Bonaparte n'a point voulu la guerre, s'il faut s'en rapporter à toutes ces harangues, où la louange, ce poison inépuisable, paroit cependant prête à s'épuiser; il ne cherche point à vaincre; il lui suffit de dominer.

Empereur, Roi, Conquérant, Législateur, il donne des couronnes, mais il ne prétend rien changer à la surface du monde; et s'il place dans un de bassins de la balance de l'Europe, environs quatre vingt millions d'hommes, qu'il gouverne à sa volonté; c'est

tout en protestant que plus que jamais il en respecte l'équilibre.

Mais qui poura concilier tant d'idées contradictoires, tant de prétentions opposées, dans une tête aussi vaste dans ses conceptions; aussi heureuse dans les moyens de les exécuter? Un seul mot!

Un système régulier convient aux souverains dont la puissance est en harmonie avec la politique universelle; un système de subversion est le seul que puisse adopter un conquérant dont la fortune gigantesque est devenue un châtiment politique. Le fondateur d'une dynastie ne peut point désirer un ordre de choses stable, car ce n'est qu'à travers le chaos qu'il peut pousser sa fortune; et c'est à un mélange de paix, de guerres, de traités, d'alliances, de ruptures, que l'Europe doit s'attendre, puisque ce n'est que sur des ruines que peut s'asseoir et s'établir la famille d'un conquérant.

Une longue paix ne peut convenir à Bonaparte, car elle ne peut être qu'un long entre acte, entre ses prétentions reconnues et ses prétentions à venir; elle forçeroit son ambi-

tion à une espèce d'immobilité qui la glaçeroit; et s'il a besoin tous les deux ou trois ans de faire adopter par la paix, les chimères que son bonheur justifie, il a un besoin pour le moins égal, de se replonger par la guerre, dans ces vastes rêves politiques que sa fortune métamorphose toujours en de fatales réalités.

Bonaparte seme quand il fait la guerre; il récolte quand il fait la paix; et c'est ainsi, qu'attaché par système au double rôle de conquérant et de pacificateur, il moissonne tout ce qui tombe, arrache tout ce qui résiste: et ênte sa famille sur les rameaux de ces arbres antiques qu'il a mutilés.

La France est restée dans l'intégrité de son territoire répetent des milliers d'écrivains, qui ne forment une opinion en Europe que parce qu'on néglige de leur répondre. Depuis la paix d'Amiens, disent-ils, elle n'a rien envahi; elle n'a fait que changer sa constitution, que prendre un rang auquel sa puissance lui donnoit le droit de prétendre .... et qui est ce qui constitue uniquement la France? Cet homme extraordinaire qui la gouverne n'en fait-il donc pas



essentiellement partie? Lorsque son ambition convoite et prend, n'est ce pas la France aussi qui s'élance avec lui sur la proie qu'il vient de saisir? et quand l'adoption prétendue de Gênes ne seroit pas une de ces infractions à laquelle la mauvaise foi ne prétend même pas répondre, qui peut nier, depuis que les intérêts de l'empire françois, et ceux du royaume d'Italie sont confondus dans la même tête, qu'il n'existe plus d'autres frontières entre ces deux états que la volonté de celui qui les domine.

C'est l'Angleterre, s'écrient encore tous les échos, qui a soulevé le continent, qui a provoqué la guerre, offert des subsides, acheté des ennemis, et fait répandre des flots de sang. C'est elle qui a voulu détourner le torrent qui la menaçoit: c'est pour elle seule que la Russie, l'Autriche, et la Suède ont repris les armes; tandis que l'intérêt véritable de l'Autriche étoit de se réunir à celui qui n'a combattu que pour la liberté du commerce, et que la sagesse de la Russie, ne devoit pas l'entrainer dans *une guerre de fantaisie.*

Une guerre de fantaisie! et qui jamais a vu se réunir autant de causes importantes, pour

faire une guerre plus légitime. Depuis la paix de Westphalie, depuis cette activité de commerce qui rapproche toutes les nations, l'Europe n'étoit-elle pas, si on ose s'exprimer ainsi, une république fédérative; et sans attaquer la question morale; sans demander jusques à quel point les souverains, pour l'honneur de leurs couronnes, comme pour l'intérêt de leur puissance, peuvent rester indifferents sur les malheurs qui accablent la souveraineté; il est facile de trouver dans la nature seule des faits la nécéssité d'une pareille guerre. Mais avant de passer à une justification, dont le cabinet de St. Pétersbourg ne nous paroit pas avoir besoin, qu'il nous soit permis de jetter un coup d'oeil sur cette Europe allarmée, et de demander, si au moment, où toutes les puissances ont déclaré la guerre à la France, le courant des événemens ne les avoit pas déjà entrainées bien loin du port où elles croyoient avoir jeté l'ancre.

Nous l'avons dit, et nous le répetons avec cette confiance qui naît de la persuasion; l'état alternatif de paix et de guerre, est celui qui convient à un conquérant, qui, au lieu d'une tête à couronner, présente à l'Europe toute sa

famille, et pour chaque tête de cette hydre, semble lui demander une couronne!

La fortune de la France a été fixée à Marengo; la fortune de Napoléon à Austerlitz; celle de sa famille commence aujourd'hui.

La prise de possession de la principauté de Lucques et de Piombino, n'a été qu'un de ces préludes par lesquels Bonaparte tâte toujours l'opinion; en donnant une souveraineté au plus obscur de ses beaux frères, à celui qui n'est recommandable par aucun fait, illustré par aucune négociation, ennobli par aucun exploit militaire, il a voulu faire présager ce qu'il reservoit à tous les autres.

Que l'on examine sa marche ambitieuse, et l'on verra que tout s'enfle, que tout grandit autour de lui; ce n'est plus sa statue colossale qu'il élève, c'est son piédestal dont il augmente toutes les dimensions.

Eugène Beauharnois est d'abord colonel de ses guides, Général, Vice-Roi d'Italie; tout à coup il s'allie à l'une des premières maisons de l'Europe; son nom n'a plus assez d'éclat pour sa fortune; il s'évanouit; celui de Prince de France le remplace, et c'est ainsi que

Bonaparte achève de dépouiller les enfans de saint Louis.

La fortune de Murat, celle de Louis, de Joseph, de Jérome Bonaparte, peut-être même celle de leur frère Lucien, sont des énigmes que l'Europe en tremblant doit chercher à deviner. Ce ne sont point des apanages qu'on leur destine; pourquoi resteroient-ils si fort au dessous du Prince de Piombino; ce sont des états; et malheur aux maisons souveraines qui doivent disparoitre, pour faire place à cette famille d'usurpateurs.

La guerre d'Egypte, l'expédition de Bonaparte en Syrie, l'échec reçu devant saint Jean d'Acre, avoient jetté trop d'animosité entre le cabinet de saint James et le chef du gouvernement françois, pour que la paix d'Amiens ne fut pas un de ces édifices que la nécessité élève à la hâte, et que le premier choc fait écrouler. Si cette paix avoit été contractée de puissance à puissance, la France et l'Angleterre ne changeant point leurs rapports, l'harmonie pouvoit se conserver; mais elle étoit l'ouvrage d'un parti en Angleterre, d'un seul homme en france, et cet homme venant à changer de titre,

de plans, de langage, une aussi foible lueur de confiance devoit facilement s'évanouir.

La réunion du Piémont a précédé le refus positif de rendre Malthe: la première infraction est donc du côté de la France.

Parmi ces Rois malheureux auxquels tant de Souverains devoient peut-être de plus généreux souvenirs, il existoit le Roi de Sardaigne, sur le sort du quel la politique n'avoit pas encore tranché. Le traité de Lunéville, celui d'Amiens, avoient évité la honte de prononcer un abandon aussi impolitique; une seule des grandes puissance, dans ses derniers arrangemens avec la France, avoit stipulé sur les intérêts à venir de son allié dépossedé; la réunion du Piémont à la France, sans la moindre indemnité, insultoit donc au sein de la paix à cette *puissance protectrice* et la paix d'Amiens venoit d'être signée qu'elle avoit déjà perdu l'inviolabilité qui en faisoit la force.

Cette première atteinte étoit à peine portée, que le Duché de Parme, par un trait de plume étoit venu s'engloutir dans la république d'Italie; et que Naples, déjà menacée, ne laissoit plus voir aux Anglois depuis le Texel jusques

à Venise, à l'exception du Portugal, un seul port sur mille lieues de côtes, où les françois ne fussent prêts à leur dicter des loix. S'ils rendoient Malthe au Roi des deux Siciles, ils n'avoient plus qu'à renoncer au midi de l'Europe, et il ne restoit à leur commerce que les débouchés toujours difficiles du Weser, de l'Elbe, et du Sund. Si la France s'étoit renfermée sévèrement dans ses frontières, l'évacuation de Malthe n'auroit entrainé aucun inconvenient politique; mais du moment que celui qui la gouvernoit, qui dirigeoit à son gré ses forces, passoit les Alpes pour couvrir toute l'Italie de sa puissance, le Cabinet britannique ne pouvoit plus se désaisir du seul moyen qui lui restoit, pour lui disputer cette supériorité qu'elle annoncoit vouloir bientôt déployer sur toute la mer méditerranée.

S'il a fallu remonter avec quelques soins à l'Origine des faits, pour prouver à quel point Bonaparte a provoqué la guerre maritime, on nous dispensera des mêmes précautions sans doute, pour rechercher les mille causes qui ont forcé l'Autriche et la Russie à prendre part à cette lutte. Ce n'est pas une, ou plusieurs

infractions aux derniers traités, qui ont lassé la patience de ces deux puissances, c'est, nous l'avons déjà dit, une suite si rapide de prétentions et d'envahissemens, que l'on doit peut-être, à l'étonnement qu'ils ont produit coup sur coup, l'indécision dans laquelle elles ont paru si longtems plongées. Trop occupés de la grandeur apparente de la France, trop renfermés dans les formes, ou dans les bornes de la politique ordinaire, des ministres, dont une diplomatie tortueuse absorboit sans doute tous les momens, avoient peut-être négligé en observant la France, de plonger leur regard dans le gouffre toujours ouvert de ses finances. Mieux instruits de l'état de la recette, des charges énormes imposées par la constitution elle même; de la prodigalité d'un gouvernement dissipateur par essence, ils auroient calculé d'avance, en signant la paix, que bientôt Bonaparte auroit un besoin réel de reprendre les armes. En suivant les rapports du Tribunat, qui avoit encore alors une existence, et une force politique; en écoutant les derniers soupirs de ces corps administratifs et législatifs, que l'on a condamnés depuis à ne s'assembler

que pour admirer, adorer et se taire, ils auroient appris que des traités de subsides signés à Madrid et à la Haye, ou pour mieux dire des tributs imposés en cas d'hostilités à toutes les puissances qui entourent la France, étoient l'unique moyen qui restoit au gouvernement françois pour combler le déficit de ses finances; et ils auroient conjecturé que l'état forcé de troubles et de guerres, qui ruine les autres Empires, étoit le seul dans lequel Bonaparte put se soutenir aux dépends de ses malheureux voisins.

Il n'existe pas une puissance en Europe, dont *le prétendu Pacificateur de l'Europe* n'ait depuis la paix d'Amiens, heurté les droits, ou froissé les intérêts. Alliés ou ennemis, limitrophes ou éloignés, foibles ou puissants, tous les peuples ont éprouvé son influence; et chaque état, gêné dans son indépendance, a été ou contrarié ou humilié par cette dictature européene, qu'il prétend plus que jamais exercer.

Consul, c'est à dire premier magistrat de la république françoise, Bonaparte en a usurpé la souveraineté; il en a dépouillé la nation qui l'en avoit fait le dépositaire; par un traité intolérable il a écrasé l'Espagne du poids d'un

subside, à tel point onereux, que la guerre lui a paru moins insurportable; par ses menaces il a extorqué des sommes énormes au Portugal; changeant à son gré la constitution de la Hollande, il l'a chargée du poids de ses armées, quand elles lui étoient inutiles; il les lui a retiré sans pitié au moment où elles pouvoient la sauver d'une invasion.

Despote envers l'Italie, il a changé la république qu'il y avoit créé, en royaume; le Piémont en provinces de son empire; Gênes en un port de construction pour ses vaisseaux; enlevant l'Isle d'Elbe à la Toscane, il a, même après la guerre, continué de tenir garnison dans Livourne, et de dicter ses ordres à Florence; habitué à plier la réligion à son joug, il en a attelé le souverain pontife à son char; et plus inéxorable envers le petit fils de Louis quatorze, dont le nom fatigue sa conscience, il a épuisé envers le royaume de Naples, plus de chicanes, plus d'injustes querelles, que le loup altéré de la Fable n'en suscite au paisible agneau.

Moderé en apparence au sein de l'empire d'Allemagne, il a chargé la politique

d'y entretenir la désunion, d'y prolonger le chaos des indemnités, d'y sémer tous les germes d'animosité, et d'y former à force d'entortillages diplomatiques, ce noeud Gordien, que son épée seule a le droit de couper.

Mais si Bonaparte n'a respecté (à commencer par la France) aucune des contrées, qui lui sont plus ou moins soumises, il n'en a pas moins attaqué tous les états, dont il pouvoit prudemment éviter de choquer les prétentions et la puissance. Il vouloit la guerre et ne pouvoit l'arracher à l'Europe qu'à force d'injustices. Il la vouloit, parcequ'elle seule rompoit les traités faits, amenoit les reconnoissances utiles, facilitoit ses grands rêves politiques; il la vouloit, parceque la guerre en arrangeant ses finances, en épuisant celles de ses alliés, en affoiblissant celles de ses ennemis, servoit ses gouts, ses talents, sa gloire, et relevoit cette admiration, seul sentiment, que faute d'attachement, il puisse imprimer aux nations qu'il domine.

Si Bonaparte, qui sait si bien asservir ses passions à ses desseins, n'avoit pas eu un but directe d'agrandissement en voulant la guerre, il

n'auroit pas choqué l'Autriche, par son entêtement à se saisir d'une seconde couronne, qui n'ajoutoit rien à l'éclat de la première; et il ne seroit pas venu au sein de la tranquillité, asseoir un camp de trente mille hommes, dans cette même plaine de Marengo, où cinq ans avant il avoit dicté les préliminaires de la paix.

Par le traité de Lunéville, il avoit assuré à la Hollande et à la Suisse leur indépendance; et quoiqu'il eut appellé l'Autriche à cette garantie, le Landaman de l'Helvétie, ainsi que le grand Pensionnaire de la Haye, n'étoient plus depuis longtems que que des espèces de préfets recevant ses ordres et ses loix. . . . . La république Italienne, suivant le même traité, ne pouvoit être dans aucun rapport sous la même domination que la France; et cependant comme elle et avec elle, elle avoit changé de forme, reçu la même constitution, passé sous le même joug, posé une couronne sur la même tête; et quand l'Autriche a osé s'en étonner ou s'en plaindre: la réunion de la république Ligurienne a été la seule réponse du pacificateur de Lunéville, assis sur le trône de Milan.

Si Bonaparte n'avoit pas voulu la guerre, il n'auroit pas attaché une si grande importance à l'isle de Malthe; quand les ports de la Ligurie, quand Mahon, Porto Ferraio, Ancone, Livourne, Civita-Vecchia offroient des ressources à son commerce, des asiles à ses vaisseaux; il eut été moins jaloux de voir les escadres de la Russie dans les parages de la mer Yonienne, si l'Egypte n'avoit pas occupé sa pensée, si la Morée n'étoit pas par ses soins perpétuellement agitée; enfin, s'il avoit craint la guerre dans le Nord de l'Europe, ses ministres à Ratisbonne auroient parlé un tout autre langage, et un reste de liberté, laissé aux restes expirants du corps germanique, auroit suffi pour ménager la dignité des hautes puissances, qui en avoient aussi promis la garantie.

La guerre sur le continent est l'ouvrage de l'Angleterre, s'écrie-t-on de toutes parts, et cependant sans le couronnement de Milan, sans la réunion de la Ligurie, Monsieur de Novosilzoff alloit à Paris et la guerre de 1805 probablement n'auroit point eu lieu.

Bonaparte ne veut point la guerre? et pourquoi donc son esprit inquiet est-il sans cesse

occupé au delà de ses frontières, et son imagination prête a dépasser tous les pouvoirs que la fortune lui confie; quel est le coin de l'Europe, quel est l'empire, le royaume, la république, la principauté, la ville libre que ses plans n'attaquent, ne touchent ou ne blessent? Quel est le petit état auquel il n'ait pas voulu donner des loix? Quelle est la puissance dont il n'ait pas prétendu, ou diriger ou gouverner les intérêts? Quel est le Souverain auquel il n'ait pas fait offrir des arrondissemens, des compensations, des échanges? .... toujours prêt à partager quelques provinces, il ne craint pas d'appaiser d'abord, d'endormir ensuite l'ambition des grands états: bien sûr, *plus il fera de partages* de détruire à jamais cet équilibre, qui bien mieux que des accroissemens impolitiques, est la sauvegarde des puissances du second rang.

Que n'a point inventé, proposé, conçû une imagination aussi vaste, et quel plan ne cache point encore cette tête, ou pour mieux dire ce creuset où *la refonte de l'Europe*, selon l'expression d'un journaliste célèbre, est depuis longtems résolue.

Dictateur, législateur en Allemagne, il n'y existe pas un état dont il n'ait voulu renverser la constitution et bouleverser le territoire. Par le droit de son épée, les Electeurs changent de titres, les princes vaincus changent de place; la souveraineté est errante, la noblesse est dépouillée, la propriété un arbre sans racines, qu'on plante et déplante à son gré. Maitre de tout, il déplace, il renverse, il élève, et force les états les plus éloignés, les puissances les plus tranquilles, à sortir de leur léthargie politique.

Si le Danemarc conserve une sage et noble neutralité, il se choque de le voir ne pas refuser ses ports à l'ennemi qu'il voudroit poursuivre sur tous les parages de l'univers.

Si la Suède témoigne quelqu'indignation, quelqu' énergie, il offre au petit fils du grand Electeur d'arracher la Poméranie à l'héritier du grand Gustave, et du midi au nord, de Stralsund à Naples, promenant la menace ainsi que la vengeance, il ne parle que de châtier des Rois.

Né pouvant atteindre la Russie, qui par son éloignement échappe à ses traccasseries, et par

sa force a son audace, il l'afflige dans les Rois ses alliés, et la menace de rouvrir dans son sein un volcan qui naguères fumoit encore.

La Prusse fidèle à ses traités, jusqu'au point de leur immoler la liberté du corps germanique, et peut-être sa dignité comme sa gloire, a beau rester immobile et muette au milieu de l'Europe enflammée, comme un torrent qui ne reconnoit plus le droit des nations pour digue, il déborde sur son territoire, viole sa neutralité et la force à jetter aux yeux de l'Europe étonnée, ce cri de la conscience que la politique a bientôt étouffé.

Enfin, jusques à la Turquie, cette vieille alliée des François, que l'expédition d'Egypte a forcée de s'éloigner d'eux, pour se livrer à l'impulsion plus généreuse du seul défenseur qui lui reste; toutes les puissances de l'Europe, trompées ou abattues, ressemblent en ce moment à ces oiseaux timides qui tremblent et fuient à travèrs les campagnes, tandis que le vautour, qui plane sur leurs têtes, les fixe et les menace tous.

Mais si l'Europe n'est que trop justifiée d'avoir montré le désir de faire tête à l'orage, d'avoir tenté, quand le droit des gens a été

tent fois outragé envers elle, de faire reconnoître le droit des nations; jusques à quel point la Russie en particulier a-t-elle dû, par dignité, comme par intérêt, épouser cette noble querelle.

Quelle étoit la situation de la Russie envers la France, à l'époque de ses derniers traités?

Quel étoit le rang auquel sa conduite politique l'avoit élevé tout aussi bien, que sa force réelle? Quelles insultes avoient été faites à ses alliés?

Quel deni de justice avoit été opposé à ses sages réclamations? Quelle attaque directe avoit été donnée à son influence?

Quel déplacement à son pouvoir? Quel attentat à son indépendance? Quelle diminution enfin pouvoit-il en résulter pour tout ce qui constitue sa puissance?

Si à toutes ces questions il est aisé de répondre, et de prouver que, depuis la paix signée à Paris le 8 Octobre 1801 entre la Russie et la république françoise, il n'existe pas un seul de ces rapports, qui n'ait été déplacé ou du moins fortement compromis, peut-être aura-t-on suffisament repoussé cette accusation, si ridicule, et

si légère, que la Russie n'a entrepris contre la France, qu'une guerre de fantaisie,

Ce que le commun des gens qui raisonnent ignore, ou pour mieux dire affecte d'ignorer, c'est que la puissance réelle d'un état ne consiste pas seulement dans son territoire, dans sa population et dans ses richesses, mais qu'elle est encore composée de causes morales, métaphisiques mêmes, qui sont toutes aussi essentielles à sa prospérité que ce qui frappe nos yeux; l'honneur d'une nation, la gloire de ses armes, la franchise de sa politique, la fermeté de ses desseins, la loyauté de son Souverain, font tout aussi bien partie de sa force, que le sol, le commerce et les habitans. Attaquer ces causes importantes, mais cachées, c'est attaquer le tout ensemble; et l'empire, dont on ébranle la prépondérance chez ses voisins et la confiance chez ses alliés, perd bien plus que celui, dont on insulte quelques frontières, ou dont on envahit quelques provinces éloignées.

Le gouvernement françois n'a point menacé le territoire de la Russie; mais il a partout depuis trois ans, éludé ses demandes, attaqué ses alliés et méconnu la dignité de sa haute puissance.

Placé sous sa sauvegarde dans les articles ajoutés au traité de Paris, le Roi de Sardaigne a attendu long-tems avec confiance, l'exécution d'un engagement contracté sous sa garantie; et cependant le Piémont a été réuni à la France sans la plus légère indemnité.

Appellée par le corps germanique à reconnoitre, à déffendre l'intégrité de la dernière constitution qui lui avoit été *laissée*, la Russie a vu, malgré les réprésentations de ses ministres, mille exactions attaquer ou annuller les effets de cette garantie.

Jalouse, afin d'ouvrir d'importans débouchés à ses provinces du midi, d'attacher la prospérité du commerce de la mer noire, à des relations amicales et utiles dans la mer méditerranée, elle partageoit avec la sublime Porte l'honneur de protéger la république des sept isles, sans lui en disputer la Suzeraineté, quand Bonaparte, qu'elle avoit laissé au delà des Alpes, est venu en qualité de chef d'une nouvelle république, apporter les prétentions du despotisme françois dans tous les ports de l'Italie.

Mille rapports de confiance, mille combinaisons politiques, lui faisoient une loi sacrée

de soutenir dans le Roi de Naples, l'allié le plus fidèle, et tandis, qu'elle envoyoit à Paris en Février 1801, Monsieur de Kalitsheff achever une négociation offerte par Bonaparte lui même, négociation dont l'indépendance du royaume des deux Siciles étoit la base, un traité enlevé à la pointe de l'épée, au mois de Mars à Florence, agravoit plus que jamais la situation de ce même allié au secours du quel sa noble amitié accouroit avec franchise.

Chez ses voisins, comme chez les nations les plus éloignées, la Russie a trouvé la France opposée à ses désseins, contrariant ses vues, éludant ses droits, insultant à ses protégés, incarcerant ses sujets, affoiblissant son crédit et surtout essayant de nier l'importance et l'éclat qu'un règne aussi brillant qu'illustre a jeté sur son intervention politique.

Avant que Bonaparte, élevé sans doute à l'école politique des Brennus et des Attila, eut habitué l'Europe à recevoir sans murmure les lois dictées par sa volonté, on auroit difficilement conçu, comment on pouvoit extorquer à la cour de Naples, un traité sous les yeux mêmes d'un ministre de Russie, tandis qu'un

ambassadeur de la même couronne, arrivoit à Paris, avec des instructions pour en signer un tout contraire.

La Russie donc, même avant la dernière paix, avoit déjà changé de situation envers la France; et dès que son Véto ne suspendoit plus en Europe une négociation importante, il y alloit de sa considération comme de sa gloire, de chercher à reconquérir, ce que l'audace et l'injustice sembloient vouloir lui arracher.

Mais si la paix de Florence, à tel point désavantageuse pour la cour de Naples, qu'elle est l'origine de tous ses désastres, avoit été brusquement conclue en passant par dessus l'intervention de la Russie, les égards prodigués à Paris à son plénipotentiaire, ainsi que les honneurs jetés à dessein sur sa route, afin de retarder sa marche, servoient du moins à faire voir l'importance que le cabinet de Saint Cloud attachoit encore à l'amitié, à la neutralité de la cour de St. Pétersbourg.

Habitué à dicter la paix à Tolentino, à Campo Formio, à Rastadt, à Lunéville, Bonaparte ne croyoit pas alors pouvoir donner des loix au midi de l'Europe, sans caresser, sans

endormir la vigilance de cette grande puissance, véritable étoile polaire des navigateurs politiques . . . . et le renvoi des prisonniers, ainsi que les facilités accordées ensuite aux premières négociations du comte de Marcoff, firent croire avec raison, dans tous les cabinets de l'Europe, que la Russie n'avoit rien perdu de sa haute prépondérance.

Mais quand, depuis cette dernière paix, le cabinet de St. Pétersbourg s'est trouvé décheoir en raison de l'élévation du premier Consul, et que la France, en s'agrandissant vers le midi, a cessé de respecter le silence imposant du Nord, de ce moment l'empire de Russie a changé de place, l'Europe entière a changé d'aspect; la balance politique a changé de poids, les grandes puissances ont changé de rapports entre-elles; et la plus saine politique a dû faire une loi, de braver jusques aux désastres de la guerre, puisqu'ils devenoient moins dangereux, que les désastres de la paix.

C'est à la réunion du Piémont à la France, que la Russie a eu le premier indice du projet formé d'attenter à sa dignité politique; et quand

depuis, les coups d'autorités successivement frappés à Parme, à Naples, à Lucques, à Ratisbonne, dans tous les ports du Lévant où l'insidieux Sebastiani a tenté de sémer la révolte, n'ont été que les précurseurs ou les conséquences de ce grand coup d'état dont l'exécution barbare a retenti si profondement dans tous les coeurs, l'Europe en voyant se déchirer le pacte que la gloire sembloit avoir voulu faire un moment avec la justice, a dû s'attendre au système d'envahissement qui s'est développé, et le cabinet de Saint Pétersbourg se préparer à une guerre, qui pour avoir été malheureuse n'en a pas moins été légitime.

L'Angleterre n'a point eu besoin de sémer l'or dans les cabinets de l'Europe, et de chercher des ennemis à la France; c'est Bonaparte qui en sémant la discorde s'est chargé d'attirer sur elle l'inimitié de l'univers. Pour prix de la confiance généreuse d'un peuple, qui, fatigué de la guerre et de l'anarchie, lui a livré le fruit de dix ans de troubles, pour un seul jour de paix, il a dédaigné l'héritage de Louis quatorze, et convoité la plus belle part de l'Europe pour sa famille, bien décidé à acheter son élé-

vation gigantesque du bonheur, ou s'il le faut du sang de tous les François.

C'est envain que les journalistes, que les faiseurs des notes insidieuses du Moniteur cherchent à détourner l'opinion, et chargent la politique du cabinet de Saint James de tous les fléaux qu'enfante l'ambition du cabinet des Tuileries. C'est envain qu'ils tordent ces traités livrés peut-être trop tôt à la publicité, pour en extraire le poison, qu'ils espérent en distiller. L'Angleterre n'a point acheté des alliés; c'est Bonaparte seul, c'est le roi de Milan, qui a recruté des auxiliaires pour le roi de Londres, et c'est dans l'esprit même de ces traités, que l'on trouvera les nobles desseins des puissances, si indignement calomniées.

La coalition étoit résolue et conclûe dans le mois d'Avril, c'est à dire, trois mois avant que le pays de Gênes eut demandé sa réunion à la France, s'écrient les échos du gouvernement françois. Donc il faut en déduire, que le levier d'or de l'Angleterre, a soulevé la volonté de ces puissances, qui n'avoient aucun intérêt à s'opposer aux prétentions de Bonaparte,

que la réunion de la couronne de fer *à la couronne de Charlemagne* ne devoit en rien inquieter le Souverain, qui possedoit Venise; que l'occupation de Naples par l'armée de Saint Cyr, devoit être indifferente à la Russie, qu'elle forçoit de porter à grands frais, une armée d'observation dans l'isle de Corfou et qu'il falloit, avant même de prévoir la possibilité de s'entendre et de se réunir, attendre la réunion de la république de Gênes, et surtout, accorder la plus juste, comme la plus illimitée confiance, à ce magistrat modeste et timide, qui dans deux ans, n'avoit usurpé que deux couronnes et n'avoit réuni que dix provinces à ses états.

Lord Castlereagh, n'a point dit que la coalition n'avoit d'autre objet, que *d'étendre la puissance Britannique.* Un membre du Parlement d'Angleterre ne fait des aveux aussi absurdes que quand il passe sous la plume des traducteurs infidèles qui le mutilent. La Russie, l'Autriche, et la Suède, se sont réunies pour leur intérêt commun, pour repousser l'injure, pour écarter l'oppression, pour retrancher derrière leurs armées l'indépendance de leurs couronnes; et c'est dans la modique somme de vingt millions

tournois, sur laquelle le journaliste François essaie de jeter quelque ridicule, qu'on découvre le but des puissances que l'Angleterre appelloit à coopérer à la cause générale, et qu'elle eut achetées bien plus cher, si elles y eussent été totalement étrangères.

Ne pouvant pas dire à la France, qui n'a plus une seule raison légitime pour faire la guerre, qu'elle se bat, qu'elle s'épuise pour établir la famille de Bonaparte sur tous les trônes de l'occident, il a bien fallu charger le cabinet Britannique de ce bouleversement dont on ne peut pas avouer la cause, et avancer avec confiance à la crédulité Parisienne, que gagnés par l'appas des subsides, tous les princes de l'Europe ont agi contre leurs propres intérêts.

Mais pour qu'un pareil raisonnement puisse être écouté, il faudroit prouver à quel point il est avantageux à de grandespuissances, d'en voir disparoitre de petites qui leur sont attachées et fidèles; et quelle est l'importance qu'elles peuvent acquérir, en laissant se former un pouvoir gigantesque, qui ne permet pas même de prévoir où il pourra s'arrêter.

L'Angleterre dit-on, *n'a compromis que vingt millions tournois pour obtenir une puissante diversion*; . . . . cela est vrai; mais ce n'est point à ces vingt millions, qu'elle la doit; cet argent en a seulement facilité l'exécution; les injustices du chef du gouvernement françois en ont fait naître le projet; et ce n'est pas parceque l'Europe a voulu s'opposer à la réunion de Gênes' et aux envahissemens de Venise et de Naples, que Bonaparte, qui s'est emparé pendant la paix, de Lucques, de Piombino, de Parme, du Piémont et de deux couronnes, a conçu le dessein d'ajouter à ses injustices, quelques injustices de plus.

Les succès de la guerre ont fait entrer dans les coffres de la France, deux cent millions de contributions. Mais ce résultat des malheurs de la coalition est-il une preuve sans replique du tort de l'avoir formée? Quand la France ne fait pas la guerre, elle s'enrichit par la paix d'une manière encore plus sûre et bien plus solide. . . . Quand l'Espagne, le Portugal, la Hollande, l'Italie, jetent par an dans le gouffre de ses finances, deux cents millions de tributs, qui restent dans son sein, et qui engraissent ses sillons, la disproportion est encore

plus inégale pour l'Europe, que quand l'Allemagne fournit à ses armées des sommes, énormes à la vérité, mais dont le gaspillage inévitable de la guerre, laisse la plus grande partie aux sources mêmes d'où elles sont puisées. Les victoires servent à la fortune du vainqueur, puisqu'elles donnent plus d'éclat à sa puissance, mais elles appauvrissent également les François qui les gagnent, les peuples tributaires qui les payent, et les peuples vaincûs qui n'éprouvent d'autre différence, que celle de perdre en un seul jour, en un seul traité, ce qu'une paix mensongère et factice leur auroit enlevé en quelques années.

„*L'alliance avec l'Angleterre produit toujours la ruine des princes assez imprudens pour y souscrire,*" disent ces mêmes journalistes: „*principe, dont la vérité a été attestée dans un tems peu éloigné de nous, par le sort du stathouder et du roi de Sardaigne, et l'est encore dans les circonstances présentes par les malheurs de l'Autriche, et la chûte du roi de Naples.*"

Et qu'a de commun l'amitié de l'Angleterre avec cette fatalité, qui depuis dix ans, couvre les armes de tout ce qui n'est pas la France?

Cette amitié a-t-elle provoqué ces quatre puissances à faire la guerre à un peuple tranquille, ou bien, à repousser une nation turbulente. Les voisins de la France n'ont ils pas été attaqués, par cette raison, qu'une liqueur qui fermente, déborde du vase qui la renferme; et l'Angleterre, qui a pris part la dernière à tant de querelles, est elle donc coupable en payant des subsides au continent, de ne lui avoir pas envoyé; avec son or, sa mâle énergie.

Mais pourquoi des puissances du premier rang, telles que la Russie et l'Autriche, sont elles forcées d'avoir recours à des subsides, tandis que la France, qui combat contre elles, a l'air de s'avancer avec ses propres forces et de ne compter que sur ses seuls moyens? Parcequ'elles n'ont point comme elle, acheté par quinze ans d'anarchie le droit de dépouiller, d'envahir, et qu'elles ne peuvent profiter de cet effroi qui précède depuis longtems les armées françoises, auxquelles on s'est habitué à savoir gré de toutes les violences, qu'elles daignent ne pas excercer.

Par cela même que les François se sont tout permis, ils peuvent se permettre tout encore;

faisant la guerre chez leurs ennemis, l'absence de l'injustice est pour eux la générosité; tandis que les puissances qui respectent encore tout ce que les François ont brisé, se trouvent forcées, pour soutenir la concurrence, de payer tout ce qu'ils mettent en réquisition, et d'appeller l'Angleterre à remplacer par des subsides, cette force incalculable, qu'une nation acquièrt, quand la fortune de ses armes est sa seule réponse, et son unique probité.

Sans juger une question, qu'on s'est trop tôt hâté de résoudre; sans décider s'il est vrai que la France ne soit plus en état de révolution elle même; on se permettra d'assurer que l'empire puise encore tous ses moyens énergiques, dans les mesures révolutionnaires de la république qu'on paroit avoir abrogée. . . . . Les mots ont disparu, les choses restent. Les pouvoirs ne sont plus indéterminés et errants; le glaive de la terreur n'est plus dans la main de tout le monde; la souveraineté n'accable plus aujourd'hui, celui qui l'exercoit hier encore. Tous les maux épars sur le sol de la France sont rentrés, comme les enfants d'Eole, dans les antres qui les renferment; mais il

y existent comme ces vents enchainés, et pour être sous la seule main qui en puisse disposer, ils n'en sont pas moins prêts a exciter les mêmes tempêtes, à produire les mêmes effets.

Que la mauvaise foi cesse donc de rendre l'Angleterre responsable du manque de succès, que ses subsides n'ont point prétendu acheter; elle a payé des extraordinaires de guerre, elle n'a marchandé les talens, ni l'honneur de personne; et si ses ministres pouvoient avoir influé sur des choix, que les évenemens ont rendu blamables, ce seroit encore la faute des cabinets, qui auroient laissé sur les rangs où l'on pouvoit choisir, des gens que l'opinion et l'expérience en devoient depuis longtems écarter.

L'alliance de l'Angleterre ne peut avoir été funeste à aucune des puissances coalisées, car l'élément sur lequel elle combat, est celui où la fortune de Bonaparte ne peut jamais l'atteindre; elle répare au contraire, elle balance; elle rachetoit à Trafalgar les malheurs d'Ulm et d'Austerlitz; elle seule mettoit un frein à une ambition sans bornes; et si la portion de l'Asie qui vit sous ses loix, n'entroit pas à cause d'elle dans la balance de l'Europe, déjà peut-être

n'existeroit-il plus de contre poids à opposer à cet empire fédératif, qui comme un orage se forme et va bientôt éclater.

L'alliance de la France, disent les mêmes journalistes, *toujours favorable aux puissances qui s'y livrent n'amène avec elle qu'agrandissement et prospérité; temoins la Bavière, le Wurtemberg et Bade.* . . . . Eh! ce sont ces temoins eux mêmes, sans force comme sans voix aujourd'hui, qu'on oseroit attester du contraire. Malgré le respect qu'on doit au malheur, c'est aux souverains de la Bavière, de Wurtemberg, et de Bade, qu'on pourroit demander compte de ces avantages factices qui les ont fait tomber, du rang d'électeurs d'un empire indépendant, sur des trônes qui ne servent même pas à déguiser la pesanteur de leur chûte. Ah! qu'ils ne craignent pas, ces nobles rejettons des races les plus illustres du monde, qu'on veuille insulter à leur infortune, en feignant avec cruauté de la prendre pour de la prospérité! . . . . la foudre qui tombe sur les plus beaux chênes, ne deshonnore point leur têtes altières; et si la branche qu'elle a frappée se brise, leurs troncs antiques qui ont traversé les siècles, peuvent encore,

après la tempête, redevenir l'esperance comme l'honneur de nos forêts.

Les Autrichiens et les Russes se sont défendus avec raison d'être à la solde de l'Angleterre, et l'on a déjà répondu à ce reproche insidieux; on est à la solde d'une puissance, quand on met des troupes à sa discrétion, et qu'on les sacrifie à des intérêts, qui lui sont absolument étrangers. Le Landgrave de Hesse-Cassel, dans la guerre d'Amérique, avoit dix huit mille soldats à la solde de l'Angleterre, car l'Angleterre les envoyoit au Canada, où le Landgrave n'avoit rien à défendre; mais l'Empereur d'Autriche forcé de faire avancer cinquante mille hommes sur l'Adige, pour observer Bonaparte dans son camp de Marengo, avoit droit, même avant la guerre, de recevoir de l'Angleterre la part des frais qu'il alloit faire, afin de se mettre encore plus en mesure, de demander au nouveau roi d'Italie, quels étoient ses nouveaux desseins.

Quand le cabinet des Tuileries ourdit dans le secret ces plans extraordinaires, ces romans politiques, dont la fortune fait ensuite des monumens pour l'histoire, les écrivains du moniteur ne voyent que la modération et la

sagesse, s'occupant dans le silence du bonheur de l'univers; mais si de leur côté les puissances cherchent aussi quelques moyens de se défendre, ce sont des complots qu'elles forment, des trahisons qu'elles proposent, ou des *négociations honteuses* que leurs ministres osent trâmer; et la diplomatie françoise, ayant seule le droit de gouverner le monde, traite l'Europe, à peu près, comme cet homme, qui diroit au hollandois industrieux, qui pendant une inondation travaille à réparer sa digue: misérable laisses là ton ouvrage, et cesses de te révolter contre l'océan.

Si l'Angleterre parvenoit à susciter une quatrième coalition, l'Autriche, qui a perdu la Belgique à la première, l'Italie et la rive gauche du Rhin à la seconde, le Tyrol, la Souabe, le pays Vénitien à la troisième, perdroit probablement sa couronne? Cela se peut!

Mais si l'Angleterre et le reste de l'Europe attendent dans un respectueux silence l'exécution du plan que le cabinet des Tuileries enfante aujourd'hui; l'Autriche, d'abord frontière de l'empire fédératif d'occident, passera bientôt sous le joug féodal qu'on lui présente, et ne conservera ses provinces, qu'au prix amèr d'un asservissement

plus douleureux peut-être, que la chûte dont on la menace.

Mais revenons à la Russie, à la Russie qu'on *accuse* à Paris d'avoir joué dans la coalition, le rôle imposant et noble, qui sied si bien à une puissance, qui plus éloignée du danger, n'en a pas moins conçu la généreuse pensée, qu'il falloit sauver avant tout celles que ce danger pouvoit menacer les premières.

Il s'est fait trois coalitions contre la France, disent encore les journaux françois; *ces trois coalitions ont eu lieu sous le regne de trois différens souverains de la Russie.*

Que prétendent-ils en conclure? si non, de la nécessité où la Russie s'est trouvée trois fois, de prendre les armes, puisque sous trois regnes elle a été forcée de parer au même danger.

Occupée pendant longtems d'intérêts qui lui étoient plus directes, l'Impératrice Catherine seconde, se préparoit à donner à la première coalition ce cachet de grandeur qu'elle imprimoit à tout, quand la mort vint l'enlever à ses vastes et généreux desseins.

Paul premier se mit un moment à la tête de la seconde; et s'il se hâta à la fin de l'année

1799 de retirer ses troupes, c'est que la France à cette époque changea totalement de face, et que Bonaparte eut l'air de promettre alors un gouvernement aussi prudent, aussi modéré, qu'il en a montré depuis un turbulent et ambitieux.

Trois fois la Russie a été provoquée par la conduite de la France, trois fois on l'a arrachée à sa prudente politique; et si l'Empereur Alexandre est entré dans la troisième coalition, c'est parceque la politique de Bonaparte s'est tout à coup montrée encore plus dangereuse, que ce délire révolutionnaire que les deux premières avoient voulu étouffer.

On l'a déjà dit, mille infractions à la paix étoient déjà consommées, que la cour de saint Pétersbourg, modeste par la consience même de sa force, non seulement balancoit à s'engager dans une coalition nouvelle, mais que Monsieur de Novosilzof étoit encore destiné à une négociation dont le but étoit d'acheter la tranquillité par mille oublis généreux. Les derniers rapports politiques de la Russie datoient des derniers momens de la république françoise, et son amour pour la paix l'emportant cependant sur l'importance des formes, son négociateur alloit traiter

avec le chef d'un gouvernement, qui se trouvoit le recevoir comme le souverain d'un Empire.

La reconnaissance d'un titre qu'elle avoit plus le droit de disputer que tout autre, surtout depuis que l'Empereur d'Autriche avoit cédé sur cet article, alloit être probablement la suite de cette première démarche, quand la réunion de la Ligurie détruisit tout espoir de négocier. Ce n'étoit donc pas, séduit par les pièges des Anglois, que le cabinet de saint Pétersbourg, tentoit encore cette dernière démarche, puisque les Anglois ne pouvoient désirer qu'une résolution prompte et décisive; et les puissances qui se sont coalisées depuis, mettoient en ce moment une telle mesure dans leurs projets d'alliance, que l'ambition de Bonaparte parut être un moment la seule alliée qui servit activement sur le continent les intérêts de l'Angleterre.

Ne pouvant repousser la guerre sans rencontrer dans la paix des inconveniens beaucoup plus graves que ceux qu'entraine la guerre même, la Russie se décida à reprendre avec dignité le rôle généreux que sa puissance, comme sa position lui permettoient de jouer. Un traité d'alliance avoit été signé à saint Péters-

bourg entre l'Angleterre et elle le 11 Avril 1805, sous la condition expresse d'en suspendre l'exécution jusques au retour du négociateur qui alloit à Paris; Monsieur de Novosilzoff avoit été forcé dès Berlin de renoncer à poursuivre sa route, et le 21 Juillet, l'Autriche venant à accéder au traité du 11 Avril, la coalition se trouva formée et la guerre entreprise.

Si la politique, à laquelle l'histoire fait avec raison des reproches si graves, s'est montrée quelques fois superieure dans ses plans modestes à ce grand art de la guerre qui les assurent ou les renversent, sans doute c'est dans une circonstance où la Russie n'armoit, ne prétendoit armer que comme chargée pour ainsi dire de la haute police de l'univers . . . . point d'envahissemens, point de partages, ni de conquêtes; point de plans gigantesques, ni d'intérêts personnels . . . . la justice pour tous, la dignité pour elle . . . . l'évacuation d'Hannovre, l'indépendance des républiques de Hollande et de Suisse, le rétablissement du roi de Sardaigne, la sécurité du royaume de Naples, l'évacuation de l'Isle d'Elbe, la balance des pouvoirs entre les états de l'Europe . . . . voila ce que la Russie

demandoit. Ce n'étoit point une augmentation de territoire, des sujets ou des trésors de plus, c'étoit la confiance de ses alliés, l'amour de ses peuples, l'estime de l'Europe, le respect de ses ennemis, que l'Empereur Alexandre vouloit acquérir.

Telle étoit dans ses principes, comme dans son but, cette troisième coalition, sur laquelle un jeune souverain vouloit imprimer son loyal caractère.

Une réunion de quatre puissances, formée dans le secret le plus impénétrable, cinq cent mille combattans prêts à être rassemblés, toutes les chances probables calculées, toutes les ressources disponibles préparées, voila l'ouvrage du cabinet de saint Pétersbourg; le reste est celui de la fortune, et le fruit amer de cette autre politique éxécutive, qui a entassé autant d'erreurs et de fautes, que l'on avoit mis de prudence et de soins à les prévoir ou à les éviter.

La plus excessive crédulité a souscrit à tous les traités, disent les journalistes françois, qui ne savent pas que huit jours après on les forcera à publier un mémoire attribué au comte de Staremberg, mémoire qui fait autant d'honneur à la prudence

des puissances coalisées, que les traités eux mêmes en font à la modération de leur politique. Quel but pouvoit avoir leurs armées, s'écrient de toutes parts, les personnes qui ne savent lier aucunes combinaisons morales, avec les objets qui frappent leurs yeux? Eh quel espoir pouvoit on former de forcer le triple rang de places, qui hérissent les frontières de la France? Quel espoir! Celui, non pas de la conquérir, mais d'arrêter l'homme qui la gouverne dans ses vastes plans de conquêtes; de faire sentir aux françois, qui auroient supporté tout le poids de la guerre, si même elle eût été égale, ce que leur coute l'esprit remuant, le caractère ambitieux du chef qu'ils ont laissé se mettre à leur tête.

Il n'est pas facile sans doute d'enlever à la France, même en une ou deux campagnes heureuses, des forteresses, comme Mayence, Strasbourg, Thionville et Metz; mais la réputation de ce soldat heureux, est-elle donc inabordable? Qui ne sait pas que Bonaparte, l'ouvrage de la fortune, et son plus prodigieux effort, tout gigantesque, tout immense qu'il est aujourd'hui, n'est pas à l'abri de quelques revers. C'est par

cela même qu'il y a quelque chose de magique dans l'accroissement de sa grandeur, qu'il a besoin d'entretenir continuellement le prestige qui l'environne; sa puissance n'est point l'effet de ses droits, elle ne tient qu'a l'étonnement qu'il inspire; ce n'est point le souverain qu'on voit en lui, ce n'est même pas le général habile, c'est quelque chose de merveilleux qui dompte la volonté, qui l'emporte sur toute repugnance; c'est l'enfant du destin, c'est l'homme que le ciel semble couvrir de sa main puissante, c'est enfin le bonheur en personne; le bonheur! unique objet aujourd'hui du culte et de l'adoration des hommes.

Celui qui éprouva des échecs en Italie, qui ensevelit un moment sa gloire dans les sables de la Syrie, qui, à force de prétendues victoires épuisa une armée d'élite en Egypte, et fit détruire une flotte à l'embouchure du Nil, ne pouvoit-il donc pas essuyer encore des revers, et l'Europe n'avoit-elle pas en l'espérant, le droit de tenter de secouer un joug devenu insuportable.

On ne voit que les désastres de la guerre, on oublie les humiliations de la paix; et l'on

n'a pas la bonne foi d'avouer, que les souverains qui ont cedé momentanement à la fortune des armes, si journalière chez tous les peuples, ont conservé encore bien plus de dignité dans leurs revers, que ceux qui n'ont pas même eu l'energie de se présenter au combat.

Bonaparte battu, est une idole qui tombe; c'est le Dalay-Lama qui laisse soupçonner qu'il peut mourir. . . . . Plus d'enthousiasme dans ses armées, plus de zèle pour les recruter, moins de servitude chez les peuples tributaires qui aident à les solder. . . . . Partout la loi sévère demandant avec dureté, et exigeant des sacrifices. . . . . Plus d'offres de services, plus de ces élans de patriotisme, qui appartiennent à la mode, chez un peuple aussi léger: plus de ces harangues amphatiques des préfets, de ces discours louangeurs des évêques, partout la vérité à la place du prestige, et le géant redevenu un homme.

Il n'y a point d'obéissance passive chez une nation qui ne sait qu'adorer et haïr; chez elle le dégout doit remplacer l'enthousiasme, et si le pouvoir y rentroit jamais dans ses bornes accoutumées, d'abord il y seroit contesté et

bientôt méconnu, faute d'avoir pour lui les prestiges de la fortune, ou la force de l'habitude. Une fois le peuple françois revenu de son délire, obligé de sentir ses pertes, de calculer ses sacrifices, et de réfléchir sur leur cause, le merveilleux s'évanouiroit, et la France seroit bientôt convaincue qu'elle se bat et s'épuise pour un ingrat dont elle n'a pu assouvir l'ambition, même en se donant toute entière.

Le seul but de la troisieme coalition devoit être de séparer Bonaparte des françois, auxquels il n'appartient même pas par le droit de la naissance. On avoit échoué dans la première, en menaçant le territoire de la France; dans la seconde en voulant peut-être trop tôt lui donner des loix; tandis que la troisieme, plus éclairée et plus sage, n'armoit que pour sa déffense, et pour dégouter un peuple crédule de servir d'instrument à un ambitieux.

Le gouvernement Anglois en publiant les traités que ses ministres ont signés avec les puissances du continent, ne les a point outragées, car il n'a fait qu'obéir à sa constitution, et ces puissances devoient la connaitre, avant de contracter avec lui, sans doute

il a compromis quelques individus, qui auroient préféré, puisque les événemens les forcent a changer de conduite, qu'on eut un peu moins parlé de leurs véritables principes, mais cette publication, bien loin d'être un outrage, est devenue au contraire pour les cabinets, de Pétersbourg, de Vienne et de Stockholm, la justification la plus éclatante et la plus complette.

Où sont les plans de partage, les envahissemens, les réunions, les projets de conquêtes que renferment ces pactes que la France ne devoit point connaitre; quelles sont les vues ambitieuses de ces grandes puissances, qui accouroient de si loin, pour fondre toutes ensemble sur une seule, et pour la briser? Est ce le démembrement de ses provinces, est ce même l'espoir de reconquérir par la guerre, ce que la guerre venoit d'arracher à l'une d'elle? Non! Apeine le souverain de l'Autriche, l'héritier légitime des ducs de Brabant et de Flandres, songeoit-il à la possibilité de reposseder ces belles contrées, patrimoine de sa famille. La Lorraine échangée, pour un pays qu'il a perdu depuis, n'y occupe même pas sa pensée; il n'est point question de forcer ce que la France

avoit d'abord appellé ses limites naturelles; non seulement la politique les respecte, mais on ne prononce pas encore le désir de reprendre la Lombardie. Partout on laisse les gouvernemens tels qu'ils sont, et les états avec la constitution qu'ils sembloient s'être choisie; ce n'est que la réunion monstrueuse de pouvoirs qui ne se sont jamais trouvés dans la même main, que l'on se promet d'attaquer, et toute l'Europe n'est armée que contre l'ambition d'un seul homme. Que cet homme cesse de vouloir être à la fois, empereur, roi, protecteur, dictateur, et l'on est prêt à déposer les armes. Que celui qui n'est pas françois se contente de gouverner les françois, qu'il laisse les Alpes entre la France et l'Italie, l'Apenin entre la république de Gênes et le Piémont, et tant d'apprêts formidables vont s'évanouir devant l'amour de la paix.

Mais cinq cent mille hommes s'arment pour s'opposer aux ravages de l'ambition, et Bonaparte n'a qu'à cesser de conquérir, pour les désarmer; la coalition en se flattant d'obtenir des succés, n'espére même pas que la victoire puisse lui procurer autre chose que d'arrêter les plans qui la menaçent. Pour concevoir à

quel point les puissances se trouvent justifiées par ces traités mêmes, de la nécessité de s'être rapprochées et réunies, il ne faut que songer aux effets funestes qui ont résultés des différentes paix qu'elles avoient signées, et se dire, que sans la conquête récente du royaume de Naples, conquête qui est bien plus une suite de la paix que de la guerre et qui appartient à l'an 1806, depuis quatre année, celle où Bonaparte a fait le moins de réunions, a accumulé le moins de pouvoirs,est précisement celle, où l'on a fait contre lui la guerre la plus malheureuse.

En 1801 et 1802, la Russie, l'Autriche et l'Angleterre font la paix; elles se condamnent au repos; elles se vouent au silence.

En 1802 Bonaparte exige des françois qu'ils le nomment consul à vie, et il réunit le le Piémont à la France.

En 1803, c'est la république d'Italie dont il devient l'inamovible président; c'est Parme dont il s'empare, c'est la Suisse qu'il boulverse et gouverne, c'est la Louisianne qu'il livre aux Américains.

En 1804, il enléve à la Toscane, Lucques et Piombino; il pose la couronne impériale sur

sa tête, il donne des loix à la Hollande, des ordres au Pape, et des opresseurs au royaume de Naples.

En 1805, il s'empare pendant la paix de la couronne d'Italie, des états de Gênes, et ne cesse pour ainsi dire ses envahissemens que quand la victoire semble lui donner plus de facilités pour conquérir.

En ne calculant que sur les chances ordinaires de la guerre, quel étoit donc l'armement qui n'étoit pas préférable à cet état de souffrance et de dégradation, devenu intolérable; et qui peut blamer l'Europe d'avoir préféré le hazard de perdre des batailles, à la certitude de perdre des provinces chaque jour.

Ne pouvant trouver dans les traités ce qui n'y est pas, c'est à dire un mot qui puisse prouver qu'on a songé, à démembrer la France, à insulter à l'indépendance de la nation françoise, et ne voulant pas y chercher ce qui y est réellement, un soulevement général contre l'ambition de Bonaparte, les journalistes se sont jetés dans le pays des chimères.

Forcés de respecter la vérité, ou du moins convaincus qu'elle répond trop bien à tous leurs

sarcasmes, c'est sur les cinq articles secrets que Lord Castlereagh avoue, disent ils, *n'être pas de nature à être publiés*, que leur imagination s'exerce; pour les combattre, ils les établissent eux mêmes; ils les inventent, afin de les renverser; mais comme il faut, par un effet de la céleste justice, que la fraude se trahisse toujours, ils ne peuvent, en supposant ce qui leur paroit à eux simple et probable, s'empècher de mettre dans leurs hypothèses l'audace et la fourberie de leur diplomatie.

Art. 1. *La Belgique sera réunie à la Hollande*; et pour qui donneroit on, aux dépends de l'ancien patrimoine de la maison d'Autriche, un pareil accroissement aux sept provinces unies?

Pour (art. 2.) *La maison d'Orange qui sera rétablie dans la dignité de Stathoudre.*

Mais s'il est a présumer, que l'Angleterre, qui a vu la Prince d'Orange se faire un sort en Allemagne aux dépends de l'Empire germanique, tienne encore à rendre à la Hollande une constitution et surtout un chef, dont le dévouement lui soit connu; qu'elle vraisemblance y a t-il, que ce soyent là les conditions les plus importantes et

les plus secrètes d'un traité dans lequel la Prusse n'est intervenue pour rien.

Art. 3. *Les places de la Meuse serviront de places de sureté, et auront des garnisons autrichiennes et russes.*

Rien de plus simple; et pour inventer une clause de cette nature, l'imagination des journalistes a fait peu de frais; mais pour donner a croire qu'on ait fait un article secret d'une convention aussi puérile, qui naît de la foiblesse des moyens qu'auroient au premier moment le nouveau Stathouder de Hollande, il faut avoir l'experience, de la crédulité des lecteurs auxquels on adresse de pareils commentaires.

4. *La Savoie et le comté de Nice seront réunis au Piémont.*

Cet article est le seul vraisemblable; et s'il n'est pas réellement un des cinq auxquels l'on à eu l'art perfide de supléer à Paris, c'est qu'en formant le projet de rendre au Roi de Sardaigne ses états, la coalition ne s'est pas cru sans doute obligée de regarder les provinces, que l'injustice et la violation en ont détachées d'abord, comme n'en faisant pas essentiellement partie.

5. *Enfin si les succès sont tels qu'on l'espére la ville de Lyon passera sous la domination du Roi de Sardaigne.*

La ville de Lyon! la seconde cité de la France cédée dans un traité, où l'Autriche ne parle ni du cercle de Bourgogne, ni de l'Alsace, ni de la Lorraine: qui ne sait pas que la possession de Lyon entraine celle du Dauphiné, ou tout au moins de la Bresse et du Bugey, et quel seroit le lecteur assez aveugle pour tomber dans le piège grossier, que lui tend ici la diplomatie françoise.

Ah! sans doute le Roi de Sardaigne, qui attendoit quelques dédomagemens de la constante et loyale amitié de la Russie, qui s'étoit même habitué douloureusement a entendre parler de compensations et d'indemnités pour ces belles plaines du Po, auxquels il lui falloit rénoncer, avoit dit à la coalition vous ne faites point assez pour moi; voulant me rendre toutes mes provinces, il me faut encore une ville puissante au centre de la France même, et dont la possession, l'insulte à tel point, qu'elle soit pour moi le gage d'une guerre inextinguible. Révoltez tous les François contre vous, nationalisez

une guerre, que la sagesse de vos autres plans tend au contraire à rendre personnelle, détruisez vos sages mesures, épuisez vous s'il le faut, et laissez moi à la paix, une ville, que dans mon plus haut dégré de puissance, je n'aurois jamais pu conserver.

Mais pour quoi, maître de choisir dans le vaste champ de l'imagination, a t-on préferé avancer un projet absurde, à mille conventions plausibles, que l'on pouvoit tout aussi bien inventer. .... C'est qu'en attaquant la coalition, on a rempli deux buts à la fois, et qu'on a jeté quelques sémences de division ou d'inquietude dans une ville, dont l'opinion inspire toujours de la méfiance.

Non, il n'a pas fallu une grande habilité au cabinet Britannique et à ses agents, pour donner quelque consistance à de semblables illusions. La bonne foi, qui s'est montrée dans les traités, répond d'avance de leurs articles secrets, et leur prétendue perfidie, en passant à travers les journaux françois, nous rappelle ces liqueurs qui contractent quelque fois le gout malfaisant du vase dans lequel elles ont été renfermées.

Mais il est tems d'abandonner les écrivains du gouvernement françois à ce bonheur enivrant, à cette indépendance politique qu'ils promettent à toute l'Europe, et dont elle apperçoit en ce moment poindre la brillante aurore; nous oserons en soulevant le voile de l'avenir, revenir sur cette influence de l'empire fédératif sur le continent, et prédire à l'Europe, ce que la malheureuse Cassandre annoncoit au Troyens, qui daignoient à peine l'écouter.

Si la Russie, par son desintéressement comme par sa position, se trouvoit placée à la tête d'une coalition que le cabinet Britannique ne pouvoit diriger d'aussi loin, l'Autriche par ses points de contact avec la France, par un reste de cette prépondérençe politique accordée longtems à son cabinet, devoit y jouer le principal rôle. Fournissant plus de soldats, elle prétendit bientôt fournir plus d'idées, subsistuer ses plans aux plans de toutes les autres puissances, et faire entrer ses alliés dans ce labyrinthe de prétentions, où depuis longtems elle s'égare, entre les rêves chimériques de son cabinet et les revers réels de ses armées.

Sans doute il falloit caresser la Bavière, décider par une négociation loyale et franche, un allié encore incertain, ne pas perdre dans des discussions peu importantes, dans des entortillages diplomatiques, un jour, une heure, une pensée; enlever l'Electeur de Bavière à la France, et surtout le dérober aux honneurs funestes qui le menaçoient; en attendant les Russes, qui ne pouvoient franchir avec plus de célérité la distance qui les séparoit encore, il falloit se tenir sur la défensive; se contenter d'appuier l'armée d'Allemagne sur des corps qui la lioient avec celle d'Italie, et songer un peu plus à tirer parti de la puissante diversion qui se préparoit dans le Nord; agir de concert avec tout le monde; surtout ne rien précipiter; ne pas se jetter à travers un pays qu'on venoit de couvrir d'outrages; gagner du tems; mériter la confiance du corps Germanique; enhardir la Prusse aulieu de l'effrayer; immoler aux grandes considerations les petites, ne pas rester infléxiblement attaché a une politique de soixante années; enfin, concentrer ses forces, surveiller l'esprit de ses armées, y semer la confiance à la place du découragement, se méfier d'un système auquel

on devoit déjà tant de revers, et ne pas choisir un général aussi malheureux qu'inhabile, aussi confiant dans le cabinet, qu'indécis en présence de l'ennemi.

Mais rappeller toutes les erreurs qu'on pouvoit éviter, tracer un tableau de toutes les fautes, que l'on pouvoit faire, nommer les généraux que l'on auroit pû écarter, ceux qu'on auroit dû ne pas éloigner, n'est-ce pas écrire la malheureuse campagne qui a livré en deux mois aux armées françoises, cette vieille capitale d'un vieil empire, la seule qui depuis huit siècles n'avoit tremblé qu'une fois.

Si le cabinet de Saint Pétersbourg avoit fait un seul calcul, sur la possibilité de voir la monarchie Autrichienne, s'anéantir pour ainsi dire, dans quelques journées, l'histoire l'auroit a juste titre taxé d'une circonspection outrée, d'une prévoyance puérile. En dépit des évenemens qui se sont passés, de la vérité qui paraitra un jour invraisemblable, on avoit dû compter sur l'Autriche au moins pour une ou deux campagnes, et si la mauvaise foi elle même ne peut disconvenir qu'il devoit être regardé comme impossible que les François fussent en trois

mois à Vienne, on sera forcé de convenir, que jamais la politique n'avoit pris autant de précaution pour préparer un plan plus sage, et pour s'assurer de plus importants succès.

Ce n'étoit pas sur l'Autriche seule que la coalition avoit compté, pour pénétrer dans cette partie de l'Allemagne, qu'il faut malheureusement s'habituer à regarder comme les avant postes de la France; forcée de se méfier non pas de ses armées, mais de ses plans, de la tactique incertaine et timide du Général Mack, on avoit pris les précautions les plus sages; cent quinze mille Russes s'avançoient à grandes journées sur la Moravie, et c'étoit derrière l'Inn qu'on devoit attendre une jonction qui assuroit la possibilité de reprendre par tout l'offensive.

En supposant qu'après une réunion aussi importante, on parvint difficilement à contraindre un ennemi aussi habile à la retraite, on avoit calculé avec raison, que la diversion puissante de l'armée qui se formoit dans l'Hannovre le forceroit du moins à un mouvement rétrograde. La Soüabe, la Bavière, la Franconie, devenant le théatre de la guerre, toutes les armées de la coalition, à l'exception de celle

d'Italie, aboutissant comme des rayons à un centre, se lioient et acqueroient une force incalculable.; et si, par un évenement qu'on ne pouvoit même pas prévoir, la France en violant la neutralité de la Prusse, renversoit d'un seul choc et en un seul jour, un système de onze années, cette coalition jugée par ses malheurs et non pas par ses projets, devenoit une des belles combinaisons, que la politique eut encore osé concevoir.

Il y avoit déjà trois mois que la guerre étoit inévitable, et Bonaparte feignoit non seulement d'offrir la paix a l'Autriche, mais de descendre pour ainsi dire jusqu'à la lui demander. Il l'avoit provoquée dans les plaines de la Lombardie, il l'avoit rendue nécéssaire par la réunion de la république de Gènes, et cependant il affectoit d'ignorer, dans son camp de Boulogne, qu'un armement général, alloit le distraire puissament de cette expédition qui depuis longtems n'étoit plus, qu'une mascarade politique. Il avoit pû dissoudre la coalition dès sa naissance, détourner les maux qui menacoient la France, immoler son ambition à la tranquillité de sa patrie, mais il avoit sacrifié

au contraire cette patrie, qui n'est pas dans son coeur, aux projets d'agrandissemens qui rouloient dès lors dans sa tète. La couronne de fer qu'il venoit de prendre, alloit couter peut-être cent mille soldats à ce même empire qui lui avoit abandonné l'un des plus beaux trônes de l'univers; son orgueil avoit enfanté la guerre; son ambition la rendoit générale; elle étoit toute entière dirigée contre lui, seul il en étoit cause; et cependant, l'Europe inattentive alloit lui laisser le tems et tous les moyens de la rendre nationale.

Si à cette époque les puissances coalisées, bien décidées à marcher droit à cet ambitieux, avoient eu le vrai courage politique de déclarer le vrai motif de la guerre; si pour gagner du tems, on n'avoit pas perdu l'avantage réel que l'on avoit sur lui, Bonaparte auroit eu bien de la peine, à prouver aux françois, à qui l'on ne demandoit rien autre chose que de ne pas se laisser opprimer, qu'il y alloit de leur bonheur comme de leur gloire, de verser leur sang pour que la Lombardie devint une propriété de sa famille.

Les puissances avoient le plus grand avantage à s'expliquer; le chef du gouvernement françois le plus grand intérêt à entortiller la question de griefs inexplicables. Il pouvoit opposer des armées, aux armées qui alloient marcher contre lui; des reproches, à mille reproches diplomatiques toujours si faciles à trouver; il n'y avoit que la vérité à laquelle il n'avoit rien à répondre; et ce fut pour parer au mal qu'elle devoit lui faire, que Monsieur de Talleyrand se hâta de se jeter au devant du coup, et de commencer cette guerre de plume, dans laquelle l'absence de toute bonne foi rend la victoire si facile.

On n'avoit point cru à Vienne, à Saint Pétersbourg, à Londres, que le gouvernement françois, seroit un moment la dupe de cette neutralité armée, à laquelle il avoit répondu par le fait, en réunissant la Ligurie; mais on avoit cru gagner quelques semaines à parlementer, et l'on avoit calculé sur les distances, quand il ne falloit calculer que sur l'importance de faire connoitre à la France, la cause d'une rupture, qui alloit lui couter tant de sacrifices.

Ce qu'on négligeoit dans les cabinets de l'Europe pendant le mois de Septembre, étoit précisement l'unique sujet des sollicitudes de Bonaparte; tourné du côté de l'opinion, bien plutôt que du côté de ces contrées qui le menacoient, il jouoit jusques à l'imprudence, il feignoit d'être surpris dans sa confiance, trompé dans sa politique, et presque victime de son excessif amour pour la paix. Il avoit mis le feu à l'Europe pour lui seul, et seul il gémissoit au milieu de son peuple, des maux qu'il ne pouvoit plus lui épargner; avec ce coup d'oeil rapide, qu'on ne peut lui refuser, il disposoit ses colonnes, il ébranloit toutes ses forces, donnoit ses ordres à ses lieutenants, quittoit Boulogne, ordonnoit des marches forcées, employoit tous les moyens révolutionnaires qui lui restoient, et accouroit avec anxieté à Paris, pour donner à la guerre, le mouvement national qu'il étoit important de lui imprimer.

Observateurs politiques, qui ne tenéz compte que des batailles, des marches hardies, ou des négociations astucieuses, c'est pendant ce mois de Septembre si précieux pour lui, qu'il faut examiner cet homme extraordinaire.

Venéz le voir au milieu de son conseil; de ce foyer, d'où partent pour tous les points de son vaste empire des instructions, des ordres, des menaces ou des récompenses; venéz le voir avec ses ministres qui dirigent l'opinion, qui la flattent, qui la changent; il ne néglige rien, il se sert de tout; par ses ordres, les papiers publics préparent les idées; les mandements des évêques parlent aux coeurs des fidèles; les gens de lettres à l'esprit; les préfets à tous les administrateurs; les théatres à tous les oisifs . . . , personne n'est inutile; tout le monde séme ou recueille; frappés à la fois et dans tous les sens des mêmes objets, des mêmes idées, l'homme inquiet se rassure; l'indécis se laisse entrainer; l'indifférent semble s'émouvoir; et la France entière, électrisée d'une extrémité jusqu'à l'autre, se lève furieuse contre l'Angleterre, en se trompant sur le conducteur qui attire la foudre sur elle.

Que l'on éxamine Paris à cette époque, et l'on y verra Bonaparte, éblouissant tous les esprits, adressant des discours à tous les tribunaux, écoutant les harangues de tous les conseils; allant au sénat chercher avec pompe

l'étendard de la guerre; par tout à la tête d'une armée invisible d'hommes dévoués, adroits, habiles, que rien n'étonne, n'embarrasse, n'arrête; et qu'on compare cette activité prodigieuse, à cet esprit de cabale, de discorde, de désordre de nonchalance, de timidité, de décomposition morale qui s'étoit à la même époque emparé de la ville de Vienne,

C'est là, c'est de là qu'il faut partir, pour juger de la guerre; elle a été ce qu'elle devoit-être, et ses malheurs une suite naturelle des bases sur lesquelles on l'a commencée. Ces braves troupes que l'on a immolées, ces gens d'honneur qui ont mordu la poussière en prononçant peut-être encore le mot sacré de patrie, sont des victimes innocentes qui sont tombées, bien moins sous les coups des baionnettes, que sous les efforts d'un parti qui livroit l'Autriche à toutes les horreurs d'une guerre malheureuse, dans l'espérance d'obtenir plutôt la paix.

Il existe en Allemagne une coalition, et celle là est bien puissante, car elle est invisible et parfaitement unie; c'est celle d'une masse d'hommes, qui se partageant les connaissances utiles, ont résolu de tout boulverser, afin qu'on

soit forcé d'avoir recours à eux seuls. Persuadés qu'en se montrant à découvert, leurs plans seroient trop vite en évidence, ils ont consenti pour arriver plutôt à leur bût, de frapper leurs coups dans les ténèbres. Ce sont eux qui par tout occupent les secondes places, et dirigent ceux qui sont dans les premières; d'autant plus sûrs de les égarer, qu'ils les inspirent sans avoir l'air de les diriger, et surtout sans que ces hommes prépondérants puissent soupçonner qu'ils obéissent à aucune impulsion étrangère.

Ce sont eux qui ont indiqué les moyens d'attaquer l'Autriche avec vigueur, et qui l'on fait se déffendre avec molesse. Ce sont eux qui ont entrainé la Bavière, suspendu les intentions généreuses du roi de Prusse, et jeté dans tous les états de l'empire cet esprit d'incertitude, d'inquietude, de foiblesse, qui a fini par livrer l'Allemagne à la France, soit comme ennemie, soit comme alliée.

Entourés de gens timides qui ne les comprennent pas, ils sément l'épouvante, et en recueillent les fruits; répandus par tout, ils assiègent les cabinets, se glissent dans les conseils, dans les bureaux, dans les armées; et mettent surtout leur adresse à masquer les maladresses

qu'ils proposent. Tout leur est bon, pourvu qu'ils frappent à la fois par tout; l'opinion des grandes villes qu'ils habitent, n'est à la longue que la masse d'idées qu'ils y répandent; et bien souvent des fautes impardonnables, que jusqu'ici on n'a pas pu encore expliquer, se sont trouvées être bien moins l'erreur de ceux qui les ont commises, que le chef d'oeuvre de ceux qui les ont fait commettre.

Si l'on demande donc, qui a pu souffler l'esprit de contradiction dans toutes les branches d'administration d'une grande monarchie; dissoudre tous ses moyens d'agir, entraver tous ses rouages? on répondra; c'est ce mélange d'hommes, qui avec des idées nouvelles, ont prétendu faire marcher de vieilles institutions qu'ils vouloient détruire. Par eux, avec eux, tout s'explique, et l'on conçoit pourquoi et comment, tandis que la baguette magique de Bonaparte ranimoit les esprits dans Paris, à Vienne au contraire on sembloit saper à dessein la base d'un vieil édifice que personne ne songeoit plus à réparer.

Si les journaux françois ont reproché à la coalition, d'avoir négligé en se formant, de

songer à tous les moyens de déffense de la France, c'est par le besoin de commettre envers elle une injustice de plus; les cabinets avertis par l'expérience, non seulement avoient calculé juste cette fois sur la force de ses armées, sur l'esprit qui les anime, sur les talens qui les dirigent, mais encore sur les grandes difficultés qui pouvoient se présenter en approchant de ses frontières. C'est parcequ'on avoit trop combiné trop prévu, trop pesé, avec une sagesse vraiment remarquable, les obstacles qui se presenteroient, qu'on avoit renoncé en cas de succès, à attaquer la France par ses places fortes, qui sont si difficiles à réduire et presqu'impossibles à surprendre. N'ayant aucun projet de conquêtes, il devenoit inutile d'acheter par des sièges, les seuls moyens de se maintenir, et si l'on pouvoit parvenir à pénétrer vers le centre, peut-être devoit on se flatter, en forçant toutes les armées de refouler dans l'interieur, de commencer alors le seul siège raisonnable que la coalition eut à entreprendre, celui de l'esprit public en France, celui surtout de la réputation colossale de l'homme ambitieux qui la gouverne et la sacrifie à ses intérêts.

En plaçant l'Archiduc Charles à la tête de l'armée d'Italie, on pouvoit esperer avec raison à Vienne, non seulement de rester sur l'Adige, mais encore de pénétrer en Lombardie et peut-être jusques aux pieds des Alpes. C'étoit donc pour maintenir les armées dans un ensemble parfait, qu'on attachoit une grande importance, à se diriger vers la Suisse; citadelle immence, dont la nature à couvert le seul côté foible que la France présente à ses ennemis; et l'empressement que les Autrichiens mirent à exécuter ce plan, que la coalition n'avoit pas rejeté, fut précisement une des causes, qui entrainèrent tant de revers.

Forcés de supporter tout le poids de la guerre, jusques à l'arrivée des Russes, les Autrichiens, afin de déguiser leurs projets hostiles' avoient retardé d'entrer en négociations avec la Bavière. Déjà l'on arrivoit sur son territoire qu'on n'étoit pas encore d'accord avec elle; et l'électeur justement éffrayé, de voir ses états le rendez-vous de tant d'armées, qui en se choquant pouvoient briser sa puissance, balançoit entre deux alliés, presqu' également à craindre, quand la hauteur et la lenteur des

négociations, jointes a son inquiétude paternelle sur le séjour de son fils à Paris et aux fausses suggestions de ses entours, le déterminèrent à sacrifier son indépendance souveraine à son humeur politique.

De part et d'autre sans doute on mit peu de bonne foi dans cette négociation importante; chaque jour, chaque évenement y apporta des différences sensibles; et si l'électeur y paroit indécis et foible, jusques au dernier moment, on voit dans la sécheresse, dans la dureté des conditions éxigées par l'Autriche que le cabinet de Vienne préferoit alors, le droit de traverser la Bavière en ennemi, à l'avantage inappréciable de s'y établir en allié.

Cette première faute politique une fois faite, elle entraina bientôt la nécessité d'en commettre d'autres; ne pouvant plus attendre les François derrière l'Inn, comme on en étoit convenu avec le cabinet de saint Pétersbourg, on se trouva forcé de passer l'Iser, et le Lech; de se porter en avant d'un pays, au centre du quel il y avoit quelque danger à s'arrêter, et l électeur s'étant retiré avec son armée dans ses nouveaux états de Wurtzbourg, on

profita de l'espèce de neutralité armée qu'il sembloit encore offrir, pour se porter sur Augsbourg et sur Donaverth, avec l'espérance de recevoir en Souabe le premier choc des armées françoises.

L'Europe entière accuse le Général Mack; amis, ennemis tous se réunissent pour le condamner et nous ne prétendons pas l'absoudre. Mais ce n'est pas d'un plan que la politique jalouse du cabinet de Vienne à rendu nécessaire, dont il faut le blamer; c'est d'avoir manqué dans son exécution, de cette énergie spartiate, qui fit trouver à Léonidas un honorable tombeau, dans des défilés, où trois cents héros ne pensèrent même pas à capituler devant trois cent mille hommes. On pouvoit, on devoit à la tête d'une aussi bonne armée que celle de l'Autriche, s'emparer de la position de Wertingen, et de Gunzbourg, et prétendre s'y déffendre; mais il falloit en faire les Thermopiles de sa patrie; se retrancher dans Ulm, si des revers forçoient à s'y renfermer, et compter pour autant de victoires, chaque jour où l'armée creusant lentement son tombeau, auroit donné à celle des Russes le moyen de s'avancer et de

couvrir la capitale, qu'on ne pouvoit plus déffendre.

Ce que la coalition avoit consideré être de peu d'importance pour elle, ce que le gouvernement françois avoit vu sous un tout autre aspect, l'opinion une fois réunie en France, la guerre déclarée nationale, l'armement général des puissances régardé comme un attentat à la dignité de la nation françoise, Bonaparte partit de Paris, persuadé avec raison, qu'il emportoit avec lui le pouvoir de demander à tous les François la dernière goute de leur sang, pour déffendre une querelle qui leur étoit étrangère.

On avoit calculé à Vienne sur les marches que pouvoient faire l'armée de Boulogne pour se rapprocher du haut Rhin; il avoit calculé lui sur ce qu'il pouvoit exiger par jour d'un soldat, dont il avoit l'art d'exalter la tête. La tactique autrichienne avoit mesuré l'éspace, le chef des armées françoises ne mesura que l'enthousiasme qu'il savoit inspirer; et tandis qu'on se flattoit encore en Bavière de s'établir dans la Souabe pour en garnir les défilés importants, Bonaparte passoit le Rhin entre Spire et Strasbourg, s'avançoit sur cinq colonnes

formidables, et concevoit le projet audacieux de se jetter à travers les forces de l'ennemi, bien sûr, s'il parvenoit une fois à l'étonner, de n'avoir plus besoin de le combattre.

Ce fut le premier Octobre que les armées françoises entrèrent en Allemagne. Bonaparte, comme ces torrens de laves qui entrainent au pied du Vésuve tous les villages qu'ils y rencontrent, ne négligea pas en passant l'alliance des électeurs de Bade et de Würtemberg, et s'assura par eux des communications plus sûres et plus faciles sur ses derrières. Il avoit reconnu dès cette époque l'importance d'envelopper ses vastes états, de petits états qui ne peuvent exciter son inquiétude ni sa jalousie, et il préparoit déjà à son empire, cette ceinture fédérative qui désormais va flotter au gré de sa politique.

Si le plan conçu par Bonaparte avoit été exécuté avec une demie audace, si le général qui l'avoit imaginé eut été géné dans ses vues, ou par des ordres suprêmes ou par une responsabilité effrayante, certes il n'auroit pu qu'échouer, et l'armée françoise se précipiter dans un gouffre d'où rien n'auroit pu la tirer; mais ce qui devoit être l'écueil d'une pareille entreprise,

ce qui la rendoit inexécutable pour toute autre nation, ce moyen révolutionnaire, monstrueux, digne des tems de la terreur et de l'injustice, la violation du territoire d'une puissance amie, la provocation d une alliée, dont on avoit le plus grand intérêt de conserver la neutralité, furent précisement ce qui décida d'une campagne, entreprise contre les loix de la prudence, et sur tout contre le droit des nations.

On avoit calculé à l'armée autrichienne, la force des colonnes qui pouvoient passer le Rhin dans les environs de Strasbourg; on y savoit par malheur trop exactement quels étoient les corps qui s'avançoient par la Souabe et l'on ne devoit pas craindre aux environs de Donaverth l'armée du Général Bernadotte, qui ne pouvoit que faire un grand détour, afin d'éviter les margraviats, que les traités les plus solemnels lui défendoient de traverser.

Que Bonaparte se fut donc arrêté un moment devant cette religion des traités que lui seul se croit le droit de violer, et la campagne changeoit de face. Ne pouvant fondre sur l'ennemi entre Donaverth et Ingolstadt, sans porter une tête de colonne en Bavière, sans

couvrir son flanc gauche menacé, il se trouvoit forcé, si Bernadotte ne franchissoit pas la distance, de commencer en Souabe une guerre défensive, qui l'entrainoit bientôt à vivre aux dépends de l'Alsace et de la Lorraine.

Bien sûr, d'après l'expérience, que la fortune couvre tout, répare tout, il calcula que la victoire, et non la bonne foi, pouvoit seule lui conserver une alliée, que la crainte et non l'estime, enchaine depuis longtems à son char; et sa politique tranchant d'un seul revers de son épée la difficulté qui se présentoit devant lui, il jugea dès ce moment, que le succès de ses armées alloit décider à Berlin, si la violation du territoire d'Anspach étoit une erreur ou bien un outrage.

On l'a déjà dit, (en parlant des subsides, dont les puissances de l'Europe ont aujourd'hui besoin pour faire la guerre avec probité), de pareilles combinaisons, des plans aussi gigantesques ne peuvent être conçus, que par des têtes habituées à toutes les formes révolutionnaires. Ce qui coute à une nation son bonheur et sa tranquillité, l'esprit d'indépendance de toutes les loix qu'elle n'a pas faites, le dégagement

de toutes les entraves, de tous les liens, de tous les égards convenus de peuple à peuple, l'absence totale de respect pour les pactes sociaux, sont aussi ce qui enfante ces bouleversemens, ces grands événemens, qu'on est toujours tenté de confondre avec la gloire. C'est parceque Mahomet ne reconnoissoit que le Coran qu'il avoit fait, que ses enfants conquirent l'Asie; c'est parceque Tamerlan et Gengiskan ne savoient pas les loix des peuples qui étoient devant eux, qu'ils les soumirent; et Bonaparte qui feint d'ignorer les bases sacrées sur lesquelles sont assises les droits des nations modernes, en se reportant à la hauteur de ces fameux conquérants, s'est menagé par cela même le pouvoir et le droit de changer comme eux la face des pays qui l'environnent, et l'esprit du siècle où il aura vécu.

Le 7 Octobre les François, après quarante jours de marches forcées, arrivèrent sur les bords du Danube. Un chef qui les auroit moins connus les eut laissé dans le repos s'appercevoir de leur fatigue; mais Bonaparte ordonna l'attaque et se jeta au milieu des corps autrichiens qui garnissoient les rives du Lech, avant qu'on

se fut assuré, s'il avoit réellement passé le Rhin. Le 8 on se battit à Wertingen, le 9 à Gunzbourg, le 11 à Memmingen; par tout les troupes françoises, supérieures en nombre, profitèrent de cette économie d'hommes et de moyens qui coute à l'Autriche tant de soldats, d'argent et de provinces. Les généraux battus chaque jour, fatigués de n'avoir que des colonnes isolées à conduire, des combats partiels à livrer, se découragèrent bientôt de voir la fougue françoise se jouer de leur prudence et de leur méthode. Habitués à faire leur devoir en rase campagne comme à la parade, mais privés de cet élan sans lequel on ne commande pas longtems aux événemens ni aux hommes, ils se mirent à compter les obstacles, au lieu de les renverser; et à traiter cet art de la guerre, dans lequel le courage et le hazard jouent de si grands rôles, comme un jeu auquel on doit céder aussitôt qu'on a contre soi toutes les probabilités.

On a parlé de trahison, on a soupçonné le courage. L'Europe déjouée dans son attente, a eu peut-être le droit d'être un moment injuste; mais nous ne l'imiterons pas. On s'est trompé dans tout ce qu'on a fait alors, sans avoir voulu

tromper personne. Des vétérans éprouvés dans quinze campagnes, ont pu flétrir leurs lauriers, sans avilir leur noble caractère. Le faux esprit qui a régné dans l'armée autrichienne, l'absence totale d'énergie, de fierté nationale, de véritable patriotisme, suffisent pour expliquer tout, et sont les fruits de la philantropie qui en Allemagne s'est emparée, depuis vingt ans, de toutes les têtes.

C'est cette philantropie qui pour épargner quelques gouttes de sang nécessaires à répandre en fait couler des torrents; c'est elle qui conduit à signer ces prétendus traités de paix, qui ne servent qu'à entretenir la discorde; c'est elle qui porte à faire la guerre avec répugnance, à préferer l'humilation à la dignité, qui énerve les grandes idées, arrête les desseins généreux, donne des partisans à tout ce qui penche vers la foiblesse, et persuade à des généraux nés braves, qu'on sert bien l'humanité, quand, en épargnant la vie de quelques soldats, on sert fort mal sa patrie.

Indécis sur l'utilité de la guerre, sans union entre eux, divisés par des cabales qui toutes ont leurs racines jusques aux pieds du trône, les généraux Autrichiens découragés de se voir

sans cesse enveloppés, commencèrent à Memmingen cette guerre sans exemple, dans laquelle soumettant tout au calcul, on les vit compter leurs soldats au lieu de les mener au combat et soumettre tous les hazards de la guerre, aux règles de l'arithmétique.

Mais Ulm est pris, l'armée Autrichienne est dissoute; envain l'Archiduc Ferdinand en ramène une partie; envain le Prince de Rohan tente d'en sauver quelques débris, Vienne est bientôt à découvert. Le Général Mack pressé de passer sous le joug, ne peut même pas attendre pour faire mettre bas les armes à trente mille hommes, le terme que sa première capitulation lui accorde, il en sollicite une seconde; on diroit qu'il à soif de la honte, comme un autre a soif de la gloire. Berthier se rend à ses voeux. Le 18 on capitule; le 20 les fourches caudines, se dressent; le triomphe des Samnites se renouvelle; une armée entière passe sans frémir dans les rangs d'une autre armée; et de ce moment, Vienne sans remparts et la monarchie Autrichienne sans existence politique, n'ont plus a opposer à douze colonnes victorieuses qu'un corps de vingt mille hommes, qui, sous les

ordres du Général Kienmayer, se replie en hâte sur la première colonne des Russes, qui accourent à grandes journées.

C'est à l'histoire, si elle en a jamais le courage, à démêler à travers l'exagération des bulletins de l'armée françoise, cette foule de combats, dont la multiplicité même prouve que ce n'est pas sans quelques restes de leur vieille gloire, que divers corps de l'armée autrichienne parvinrent à gagner la Bohême: Si Werneck et Spangen ont signé des capitulations honteuses, la conduite vigoureuse des généraux Wolfskehl et Jellachich rapelle les tems brillants des Clairfait et des Wurmser, et la retraite de l'Archiduc qui ne peut que le rapeller lui même, sert à prouver à toute l'Europe que l'Autriche eut été sauvée, si son véritable défenseur eut été près d'elle.

Le premier Octobre Bonaparte étoit encore à Strasbourg; le 24 il entroit en triomphe à Munich. Envain l'électeur accouroit de Wurtzbourg dans sa capitale pour recevoir le libérateur qui ne lui apportoit que des chaines; sans égards pour son inquiétude, on affecta de lui faire les honneurs de ses propres états, et dès

lors il n'eut plus l'air que d'un grand vassal à la suite et à la cour du souverain dont il relève.

Mais une des trois colonnes qui devoient par leur réunion composer l'armée Russe, étoit déjà dans les environs de Braunau; ces braves troupes, que la mauvaise foi ou l'ignorance ont accusé d'arriver avec trop de lenteur, venoient de traverser plus de la moitié de l'Europe avec une célérité sans exemple; si elles ne s'étoient pas trouvées sur le théatre de la guerre au moment où la guerre avoit commencé, c'est que l'espace qu'elles avoient franchi étoit le triple de celui que venoit de parcourir les troupes françoises, tandis que le tems qu'elles y-avoient employé étoit à peine le double; ce n'étoit que vingt deux jours après la première apparition des François sur le Danube et le Lech, qu'on les voyoit à l'autre extrémité de la Bavière, et si Mack aulieu de courir après sa honte avoit eu seulement le courage de disputer pendant vingt jours sa défaite, Ulm étoit sauvé, la campagne changeoit de face et deux grandes nations qui n'ont pas pu s'accorder dans les revers, se seroient unies franchement sous les auspices de la victoire.

Les délices de Munich, n'empechèrent pas Bonaparte de marcher droit à Vienne. Déjà les divisions des Maréchaux Lasne, Davoust, Soult, s'avançoient sur l'Inn, que les Russes ignoroient encore les désastres de leur allié. C'étoit sur la foi de l'honneur d'une brave armée que l'avant garde du Général Kutusoff, venoit de dépasser Braunau, comme un corps, qui se hâte de se réunir à d'autres corps et de joindre ses forces à des forces plus considérables que les siennes. Que l'on juge donc de l'étonnement que dut produire dans cette première colonne la nouvelle d'une dissolution, qui la forçoit en rétrogradant, de regarder comme une imprudence, la confiance avec laquelle elle venoit de compter, sur des avant postes de cent vingt mille hommes.

Le sort de la guerre étoit déjà irrévocablement fixé, et les Russes n'avoient pas encore commencé la guerre; comme auxiliaires d'une puissance qui avoit annoncé fournir trois cent mille soldats, la Russie ne pouvoit qu'apporter un grand poids dans la balance politique; mais comme alliée de cette même puissance qui ne

pouvoit plus réunir devant sa capitale trente mille combattans, elle se trouvoit hors de toute proportion et de toutes mesures. La masse qui s'écrouloit étoit trop pesante, elle ne pouvoit qu'en retarder un moment la chûte; et si dès cette époque le Général Kutusoff, tenta de tenir sur l'Inn, sur la Salza, la Traum, l'Enns et le Danube, c'est qu'on n'étoit pas sans espoir, de voir arriver l'Archiduc Charles, et qu'il avoit accoutumé à compter sur des prodiges.

Mais laissons les bulletins de la grande armée, composés pour les crédules Parisiens et calculés sur leur ignorance, entasser combats sur combats, victoires sur victoires, comme ces Titans qui pour escalader le ciel entassoient aussi des montagnes. L'incohérence de leurs rapports, en détruit souvent le merveilleux; en les lisant l'homme impartial y trouvera les noms falsifiés, les positions renversées, la même affaire présentée sous différents aspects, le même avantage reproduit sous toutes les faces; par tout la mauvaise foi tendant les pièges à l'amour propre stupide, et la fausse gloire des journalistes, s'efforçant d'ensevelir

sous des récits mensongers la vraie gloire des militaires.

Que l'on suive la colonne Russe dans sa retraite, et l'on verra que malgré la nécessité dans laquelle l'armée Autrichienne l'avoit mise de se replier sur les deux colonnes qui étoient encore en Gallicie, c'étoit cependant sans désordre, comme sans inquiétude qu'elle se retiroit devant un ennemi très supérieur en nombre. Murat la poursuivoit, mais avec prudence; et les affaires de Lambach et d'Amstetten sont bien plutôt une preuve de l'impatience du Général Bagration, fatigué de se battre en retraite, que du désir des François de se mesurer avec lui.

Après la capitulation d'Ulm, le Général Kienmayer avoit ramassé la partie de l'armée autrichienne qui n'avoit pas pu passer le Danube, et ce corps, tout au plus de vingt cinq mille hommes, étoit venu se réunir à Braunau, à la colonne du Général Kutusoff. Par cette jonction on pouvoit encore se flatter de disputer le passage de l'Enns et de couvrir Vienne pendant quelques jours; mais il falloit s'entendre, et le malheur qui rend si peu conciliant faisoit déjà qu'on ne s'entendoit plus. Le

comte de Meerfeld, à la tête du corps du Général Kienmayer dont il avoit pris le commandement, venoit de se détacher de la colonne Russe pour se rapprocher des montagnes; il avoit l'intention secrette de se réunir à l'Archiduc Charles, mais son corps d'armée ayant été complettement battu à Neustadt, il fut impossible aux Russes de ne pas sacrifier la défense très hazardeuse d'une grande capitale sans énergie comme sans remparts, à la nécessité urgente de couvrir la Moravie et d'y réunir toutes leurs forces.

Tandis que l'arrière garde des Russes arrêtoit à Amstetten toutes les divisions qui s'étoient réunies sous les ordres de Murat, le Général Kutusoff ramenoit ses troupes vers le Danube. Le lendemain il passa ce fleuve, et pendant que le Prince Bagration bruloit le pont de Krems pour oter à l'ennemi les moyens de le harceler dans sa retraite, une nouvelle colonne sous les ordres du Général Mortier engageoit sur la rive gauche le fameux combat de Diernstein.

De l'aveu même des bulletins de l'armée françoise les Russes combattirent à cette affaire de la manière la plus brillante. Oudinot y fut

blessé, ses bataillons de Grenadiers mis en désordre, le Maréchal Mortier se sauva en bateau sur le Danube, et un Général y fut pris. Mais pour avoir battu l'ennemi, l'arrière garde n'en étoit pas moins dans la position la plus dangereuse; séparée du corps d'armée du Général Kutusoff qui n'avoit pas un moment à perdre pour se réunir au Général Buxhöven, elle étoit chargée de contenir les divisions qui de toutes parts pouvoient déboucher sur la Moravie. Le pont de Vienne venoit d'être livré par l'ineptie ou la foiblesse; et elle alloit être coupée par les troupes qui s'avancoient par Stokerau sur la chaussée de Znaim, sans le combat d'Hollabrun où Bagration, l'élève de Souvaroff, se montra digne de son maitre.

Ce n'étoit point assez pour l'arrière garde russe de retarder pendant la durée d'une affaire sanglante les progrès d'une masse de trente mille hommes qui venoit fondre sur une poignée de soldats; il falloit encore rendre ce dévouement plus utile, gagner du tems, procurer au Général Kutusoff celui de faire deux ou trois marches en arrière, et amuser par des pourparlers un ennemi auquel l'honneur disoit bien

de ne pas se rendre, mais que les loix les plus sévères de la guerre, permettoient cependant de tromper.

L'armistice de vingt heures, les conférences de Schoengraben, la capitulation proposée, acceptée, rejettée, ne furent donc que des ruses de guerre, que le Prince Bagration put d'autant mieux se permettre, que Murat en induisant en erreur le Général Autrichien qui couvroit le centre des Russes, et auquel il fit croire que la paix venoit d'être signée, sembloit lui en donner au même instant, et le précepte et l'exemple.

Le 13 Novembre les François étoient entrés dans Vienne; le 17 Bonaparte avoit traversé cette capitale. Il étoit accouru au combat d'Hollabrun, il avoit vu avec dépit les Russes sortirent glorieusement d'un pas aussi difficile, et bientôt, toutes ses divisions s'étant réunies autour de lui dans les environs de Brunn, il se trouva en présence des deux premières colonnes de l'armée russe, auxquelles venoit de se joindre un corps d'environs vingt mille Autrichiens sous les ordres du Prince Lichtenstein.

Le moment de livrer une grande bataille étoit donc devenu inévitable. Le sort de Vienne

alloit être fixé; les François occupoient cette ville, mais elle étoit ainsi que toute l'Autriche dépendante de l'action qui se préparoit; et Bonaparte avoit encore besoin d'un coup de massue, pour abattre cette monarchie autrichienne qui ne présentoit plus qu'une seule tête.

Mais pour frapper ce coup si important, si décisif, non seulement il lui falloit attaquer l'armée ennemie avant que la troisième colonne de l'armée russe put l'atteindre, mais encore renforcer la sienne par la jonction de Bernadotte qui accouroit avec trente mille homme. Ce n'étoit qu'avec cette méfiance qui naît de l'estime, qu'il alloit se mesurer avec des troupes dont il venoit d'admirer malgré lui le dévouement ainsi que le courage; et le chef d'oeuvre de l'habilité étoit de disposer à son gré du jour où il pourroit livrer bataille avec toutes ses forces, à un ennemi qui auroit la noble, mais présomptueuse confiance de l'accepter avant la réunion de toutes les siennes.

Que l'on cesse donc d'être étonné des prévenances que Bonaparte fit à cette époque à l'Empereur Alexandre, de sa lettre portée par le Général Savari à ce prince; des voyages fréquens

des adjudants de confiance, de son entrevue sur la chaussée de Brunn avec le Prince Dolgorouki, de l'humeur qu'il a témoigné depuis de lui avoir laissé entrevoir avec si peu de fruit, ce chaos qu'il appelle sa politique. Tous ces pourparlers ne servoient qu'à gagner du tems, à affamer la Moravie, à user la confiance des Russes dans le cabinet de Berlin, à augmenter l'indécision de la Prusse, à la laisser s'embarquer, assez avant pour avoir des reproches graves à lui faire, mais pas au point de ne pouvoir plus l'arrêter; à recevoir à Brunn le comte Haugwitz et le comte Stadion, à intimider le premier sur les suites d'une rupture, à effrayer le second sur les dangers de la monarchie Autrichienne, à semer la méfiance entre eux, et surtout à laisser arriver le Maréchal Bernadotte, dont la jonction importante le rendoit très-supérieur à l'ennemi, qu'il alloit combattre puisqu'il ne pouvoit plus le tromper.

L'affaire de Vischau dans laquelle les avant-postes de l'armée Russe eurent encore l'avantage, confirma Bonaparte dans l'idée de se hâter d'appeller à son secours tout l'art de la guerre, de développer dans un engagement général,

non seulement l'habilité d'une armée facile à mouvoir, mais surtout cette artillerie formidable récrutée à Vienne, et contre laquelle la valeur personnelle de la meilleure infanterie de l Europe seroit peut-être obligée de céder.

La bataille d'Austerlitz alloit donc être livrée à l'armée de la coalition, mais non pas uniquement à l'armée Russe, comme Bonaparte feignoit de le croire. Ce n'étoit point cette nation guerrière habituée depuis tant d'années à vaincre sous les Galitzin, les Romanzoff, les Suwaroff, qui alloit disposer seule du sort de l'Autriche; c'étoit encore le cabinet de Vienne, qui étoit venu tout entier se réfugier sous les tentes de François second et d'Alexandre. A Diernstein, à Hollabrunn les Généraux Russes avoient disposé de leurs braves soldats, et remporté l'honneur de ces journées; mais à Austerlitz les prétentions de l'état major Autrichien enchainoient leurs talents, et ne servoient qu'à paraliser leur courage. L'influence de cette même armée, qui venoit d'être battue vingt fois de suite, se répandoit déjà sur eux. Par une conséquence de cette fausse idée, que des auxiliaires doivent recevoir l'impulsion et non la donner, les vain-

cùs osoient disposer de la victoire, et l'armée coalisée rangée en bataille, sur un front beaucoup trop étendu et d'après les plans du quartier-maître-général de l'armée Autrichienne, rappelle par sa disgrace même, cette fameuse bataille de Cannes, où les Romains ne furent battus, que, parceque Varron, et non Paul Emile, abusant de l'ordre du jour, prétendit les conduire au combat.

On a commis une grande faute dans l'armée Russe, mais cette faute part d'un principe si noble, qu'il est encore permis d'en tirer une espèce de gloire. C'est celle d'avoir poussé le respect pour le malheur au delà des bornes de la prudence. Il falloit puisque l'Autriche n'avoit plus d'armée pour couvrir sa capitale, se constituer son rempart et la défendre sans l'écouter; il falloit tout en conservant son estime à des guerriers malheureux, à des individus braves, à un souverain digne de tous les respects, n'en accorder aucune aux plans qu'on pouvoit proposer, et juger un peu le présent par l'exemple du passé. On avoit droit après la dissolution subite d'une grande armée, après la défection totale de toutes les branches d'administrations,

après l'abandon de Vienne, après avoir été compromis par trop de confiance, de traiter l'Empereur d'Autriche comme un souverain, qu'on avoit sous sa sauvegarde. Mais pour se charger dans toute sa dignité d'une tutelle aussi honorable que nécessaire, il auroit fallu n'écouter que la voix sévère de la politique, et non celle de la plus généreuse amitié. Pour sauver l'Autriche il falloit y parler un moment en maître, et n'avoir pas perpétuellement sous les yeux, le spectacle d'une cour, qu'on se plaisoit à consoler par des égards, et d'un cabinet, qu'on essayoit de relever par une entière et fatale condescendance.

Ne point entrer dans les détails de la bataille d'Austerlitz, ce n'est point éviter puérilement d'en avouer toutes les fautes. Le peintre qui voiloit le visage d'Agamemnon pendant le sacrifice de sa fille, ne prétendoit pas nier sa douleur. S'il faut juger d'une action militaire, d'après ses résultats, certes les bulletins françois n'ont rien dit de trop mensongers dans leurs rapports hyperboliques; mais s'il est permis entre l'exagération de l'orgueil, et la dissimulation du malheur, de faire parler la

raison, en renvoyant aux contes arabes tous ces détails ridicules faits pour occuper un peuple d'oisifs, il sera juste un jour d'ajouter, qu'il est des fautes, de grandes fautes mêmes, qui ne laissent point après elles de taches, et que celles qui naîssent de la confiance du courage, nous oserons dire de sa présomption, de tous tems ont été rangées par l'histoire au rang des brillantes erreurs.

Si l'Empereur d'Autriche cependant fatigué d'être toujours vaincu, n'avoit pas trop aisement consenti le lendemain de la bataille d'Austerlitz à vider d'un seul trait cette coupe de malheur dans laquelle depuis deux mois on lui faisoit boire goutte à goutte, cette défaite, toute importante qu'elle étoit, ne pouvoit pas entrainer des conséquences aussi facheuses; mais si l'histoire infléxible demande compte un jour à François second d'un découragement, dont les suites sont si funestes, dumoins aura t-il pour excuse d'avoir sauvé sa capitale et ses sujets, aux dépends de son bonheur et de sa puissance.

Les Russes trompés dans leur attente, on oseroit dire trahis dans toutes leurs espérances, ajournés par la gloire aux champs

d'Austerlitz, comme leurs ayeux l'avoient été aux champs de Narva, obéirent sans doute trop vite à un ressentiment d'autant plus fier, d'autant plus vif, que le coeur de celui qui les dirigeoit avoit été plus franc, plus généreux, plus sensible. On étoit venu à Austerlitz pour sauver Vienne, on oublia qu'on étoit parti de Saint Pétersbourg pour sauver l'Europe entière; la rétraite fut ordonnée, la monarchie Autrichienne fut abandonnée à elle même, et la politique déjouée par les malheurs de la guerre, fut condamnée à attendre que le cri du salut général la forçat de se réveiller.

Mais c'est assez parler d'une guerre malheureuse, il n'appartient à un ouvrage politique d'en approfondir les faits, qu'autant qu'ils puissent servir à en démêler les causes. La campagne de 1805 a été désastreuse, parcequ'un cabinet désorganisé a voulu la diriger toute entière; parceque la puissance qui devoit y jouer le premier rôle, s'est à peine chargée du second. La confiance de Vienne, la circonspection de Saint Pétersbourg ont occasionné les revers de la guerre. Le découragement total d'un côté, le dégout trop tôt prononcé de l'autre, ont

entrainé bien des maux qui sont à present presque sans remèdes.

Bonaparte a fait la campagne que devoit entreprendre un Genseric, un Attila; il n'a point combattu pour le bonheur de son pays, mais pour l'avantage de sa personne; élevé sur le pavois, comme les Rois Barbares, dont il a toute l'audace, il n'a cherché comme eux qu'à frapper les esprits. Ne pouvant régner que parcequ'il étonne, il a passé le Rhin, comme ces chefs des Francs, entrainant son pays avec lui. C'est l'accroissement de sa fortune, qu'il venoit chercher sur les bords du Danube, et c'est la France, qu'il apportoit dans cette lutte, prèt à la jouer toute entière contre les vastes états, qu'il a dessein d'assujettir.

Le caractère de la guerre, qui vient de couter à l'Europe son indépendance politique, a quelque chose de gigantesque et de sinistre, qui doit l'effrayer. Ce n'est pas seulement un empire, dont la force est imposante, qu'elle a au milieu d'elle, c'est un conquérant qui a chaque effort qu'elle prétend faire, lui présente toute sa puissance et ne craint pas de la compromettre pour la doubler.. Usurfruitier de la

couronne qu'il usurpe, c'est contre des Rois, propriétaires de leur pouvoir, qu'il entre en lutte. Sans ayeux auxquels il ait à répondre, sans enfants auxquels il ait sa mémoire à laisser, il ne songe qu'à s'élever et n'a plus d'autre jouissance, que celle de s'agrandir. N'ayant point connu l'immobilité du pouvoir, ayant tout été déjà, exepté un souverain heureux et paisible, il ne peut prétendre à un état de tranquillité auquel il sent, qu'il lui est impossible de s'arrêter.

Comme depuis six ans, il n'y a pas un seul jour, où il n'ait fait un pas de plus vers la puissance, il ne peut plus songer au repos.... Il est parmi les souverains, ce que le Juif errant est, dit-on, parmi les hommes; il faut qu'il marche; et cette ambition, qu'il satisfait sans jamais pouvoir l'assouvir, rappelle ce rocher que dans le Tartare le malheureux Sisiphe roule et qui retombe sans cesse avec lui.

Nous l'avons déjà dit, la conception vaste, les desseins hardis, qui ont porté les forces de la France tout au milieu des armées de la coalition, ne devoient naître que dans la tête d'un homme, qui peut dédaigner l'estime, mais

qui a besoin de l'admiration. La France n'étoit pas assez flattée de la guerre, pour qu'il osa risquer un moment d'y laisser reposer les esprits: ne pouvant l'abandonner aux raisonnements, ni aux conjectures qui s'établissent dans une campagne ordinaire, il n'avoit dessein que de l'éblouir et d'arracher par l'enthousiasme cette obéissance passive, qu'il n'a pas d'autres moyens d'obtenir.

Le croiroit-on? ce sentiment qui a fait faire à Bonaparte une guerre à outrance, est encore celui qui lui a dicté la paix de Presbourg, qui d'après les circonstances, se trouve être une paix modérée. Comme il est sans cesse entre l'Europe qu'il combat, et la France qu'il sacrifie, son intérêt personnel est toujours ce qui le détermine; et si cette espèce de clémence dont il a sû envelopper si habilement sa conduite envers l'Empereur François second, tout en servant ses projets sur la Prusse et ses vues profondes sur l'avenir, a put faire briller sa personne d'un éclat indépendant de celui de ses armées, Vienne aura été rendue, et la monarchie Autrichienne sauvée, pour mériter quel-

ques grains de plus de cet encens dont on l'étouffe.

La confiance de Bonaparte dans le cabinet de Berlin, n'étoit pas telle avant la bataille d'Austerlitz, qu'il ne put pas se souvenir que le comte Haugwitz lui livroit à Brunn la confiance de son maitre, que les armées prussiennes ne s'en avançoient pas moins vers la Bohême, en attendant l'événement pour se prononcer; persuadé qu'il y avoit très loin du coeur franc du monarque à l'esprit délié du plénipotentiaire, il se hâtoit d'engager la loyauté du premier par la foiblesse du second, de signer le 14 Décembre avec le ministre un projet qui livroit entièrement l'Autriche et l'Italie à sa discrétion, et de dicter treize jours après à Presbourg une paix, qui rétablissoit au contraire entre deux puissances toujours rivales, cet équilibre de dépendance, de soumission, de foiblesse, qu'il prétend appeller désormais l'équilibre Européen.

La monarchie Autrichienne a été épargnée à Presbourg pour conserver un fantôme de puissance qui tienne la Prusse en respect; la Prusse a été ménagée à son tour, malgré le

traité de Potsdam du 3 Novembre, pour en imposer au cabinet de Vienne. Ce n'est que d'un seul coup, que Bonaparte peut jamais vouloir enlever à l'Hydre Germanique ses deux superbes têtes; tant qu'il n'en pourra frapper qu'une à la fois, il songera à celle qui reste; il a besoin de tout énerver, mais non pas encore de tout détruire; et tant qu'une grande puissance, telle que la Russie, le menacera de reprendre toute la fierté, toute l'énergie de sa force politique, il préferera laisser entre elle et lui des puissances du second rang, telles que la Prusse et l'Autriche d'aujourd'hui, à s'en rapprocher d'avantage.

Mais ces combinaisons dignes d'un homme qui a montré de la grandeur dans ses idées, ne sont pas les seules qui soyent entrées dans une tête, où tout ce qu'il y a de gigantesque se confond souvent avec tout ce qu'il y a de plus petit. Bonaparte quelquefois à la hauteur de sa fortune, redescend bien souvent au dessous, par cette ambition secondaire qui tient encore au souvenir de son origine. Ne pouvant s'élever jusques à ces familles illustres que les siècles ont paré de leur noble antiquité, il a

senti le besoin de les abaisser jusques à la sienne, et d'abuser de la victoire en lui faisant produire un mal sans remède. Persuadé qu'on peut rendre des provinces conquises, il n'a point demandé une augmentation de territoire inutile . . . . mais bien sûr qu'on ne revient pas sur des alliances, et qu'il existe des taches que le tems ni la volonté des hommes ne peuvent plus effacer, il a voulu confondre le sang des vainqueurs avec celui des vaincus; et fondateur comme Romulus d'une autre monarchie universelle, il prépare ainsi que lui des fêtes, ou les enfants de ses alliés seront arrachés comme les Sabines, des bras de leurs foibles parents.

Les armées françoises ont tracé le chemin pénible qui a conduit Bonaparte dans la Moravie; le sang de la jeunesse de ce vaste empire a coulé depuis le combat de Wertingen, jusques à la bataille d'Austerlitz, et l'on se demande ce que la France a gagné à la paix de Presbourg. Est-ce elle qui a augmenté son territoire, ou bien est-ce Bonaparte qui a ajouté de belles provinces à ses autres états: est-ce son commerce qui s'est accrû? Voit elle arriver plus de vaisseaux dans

ses ports? A-t-elle une marine et des colonies? Non! Elle a fait la guerre avec gloire, elle a perdu la fleur de ses conscrits, on a arraché de son sein quatre vingt mille enfants, dont une partie est moissonnée, dont le reste a perdu ses premières habitudes; elle a fait des sacrifices de toute espèce, des dépenses de tous les genres, et Monsieur de Champagny pour récompense, la menace dans un rapport amphatique de l'écraser de nouveaux impôts. Que lui importe que l'Italie subisse la même loi, qu'un autre peuple soit attaché au même joug, et qu'il traine le même char qu'elle, si l'on en double le poids. C'est pour la famille de Bonaparte que la France s'épuise, c'est cette famille qui en retire tout le fruit; c'est le fils de sa femme qui s'asseoit sur le trône de Milan; ce sont les enfants qu'il adopte qui unissent ses destins aux destins des maisons Souveraines auxquelles il s'allie; c'est lui qui s'aggrandit, c'est sa fortune qui s'affermit, et tout cela n'a plus rien de commun avec le bonheur des François. Il monte, la France s'humilie; et ce peuple si fier il y a dix ans de son délire révolutionnaire, se sacrifiant tout entier aujourd'hui, se courbe et se plie devant

la famille de son Empereur, comme le chameau docile qui s'agénouille pour recevoir le conducteur, qui tient le frein auquel il est obligé d'obéir.

Bonaparte s'est hâté de signer la paix de Presbourg, non seulement parceque le mariage qu'il vouloit enlever de vive force à Munich importoit beaucoup plus à sa famille que l'affoiblissement de la monarchie Autrichienne n'importoit à sa politique; mais encore parcequ'il étoit dévoré du besoin d'aller à Paris voir fumer l'encens qu'on brule sur tous ses autels. Souverain au milieu de sa carrière, il ne sait pas encore assez maitriser sa joie, quand il se voit entouré de cette pompe, qui lui est si étrangère. Ne pouvant s'élever à cette dignité calme qui repose doucement sur le front des Rois nés pour l'être, il cherche à éblouir par l'éclat de sa cour, et a suppléer du moins par un faste qui ruine la France, à ce manque total de majesté, qui n'est pas encore suffisament récouvert par l'idolâtrie hypocrite de tout ce qui l'environne.

Bonaparte sait triompher sur un champ de bataille, mais il n'est pas assez grand pour dédaigner un triomphe sur le théatre de l'opéra

de Paris. Il sait dicter des loix, comme un conquérant, mais il n'est pas assez souverain pour en conserver toujours le noble langage. Relévant la dignité de la couronne par des exploits, il la ravale par des expressions populaires. Encore particulier sur le trône, il lui est plus facile de tenter de s'élever audessus des Rois, que d'arriver à l'honneur de les égaler; et ses menaces, comme ses vengeances, font plus de mal à la royauté qu'il flétrit, qu'aux souverains qu'il détrône.

Si treize jours avant la paix, le Comte Haugwitz eut été devant Bonaparte, l'interprète fidelle des volontés du Roi de Prusse, et non un illuminé ébloui par la fortune, le système de l'empire fédératif qui se dévéloppe dans ce moment n'auroit pas pris naissance. En consentant à Brunn à se rendre à Vienne avec le Comte Stadion, dans l'intention d'y faire dépendre les négociations des événemens et sa conscience politique de la victoire, il nuisoit puissament aux intérêts des souverains qu'il avoit au moins ordre de ménager. Le plénipotentiaire Prussien n'avoit aucune raison d'avoir la même circonspection que le ministre d'Autriche,

tremblant pour la capitale et les états de son maitre, et il ne devoit pas laisser déjà soupçonner que les armées qui s'avançoient sur la Bohême, seroient au premier signal paralisées par sa foiblesse.

On ne sauroit trop le répeter, pour séparer les erreurs du ministre de la volonté du souverain, le voyage du Comte Haugwitz, sa négociation à l'armée françoise, tout ce qu'il a laissé prévoir avant la bataille d'Austerlitz, n'ont que trop contribué au sort de cette journée. Quelque présompteux que soit Bonaparte, il n'y a point d'aventurier sur la terre qui eut osé livrer une bataille au fond de la Moravie, s'il eut régardé comme sérieuse cette marche lente et combinée de l'armée Prussienne sur ses derrières. Du premier mot il avoit lu dans l'oeil tremblant du négociateur, que vainqueur ou vaincu, il pouvoit compter sur lui; vainqueur par l'espoir qu'il lui laisseroit d'anéantir l'Autriche, vaincu par la jalousie qu'il lui inspireroit en signant une paix trop avantageuse à cette puissance; et tandis que l'Empereur Alexandre apportoit au camp de l'Empereur François Second les voeux de toute la Prusse et l'amitié de son Roi; le

comte Haugwitz au contraire apportoit au camp de Napoléon tout ce qui devoit détruire l'effet d'une entrevue à laquelle le sort de l'Europe a été un moment attaché.

Ne faisant l'apologie que de la vérité, c'est ici qu'il est permis de répéter à quel point le rôle modeste que l'Empereur de Russie a joué dans cette campagne a nui aux vastes plans qu'il devoit au contraire diriger. Il avoit pu quitter Saint Pétersbourg en qualité d'Auxiliaire de l'Empereur d'Autriche, mais après les premiers échecs de l'armée Autrichienne, il auroit dû prendre l'initiative; en se mettant réelle ment à la tête de la coalition, il eut fait perdre à Bonaparte cet ascendant sur le comte Haugwitz, dont il a si bien abusé. Entrainé par la Russie, la Prusse n'auroit apperçu que de loin les intérêts de l'Autriche, sa jalousie se seroit affoiblie; on se rallioit alors autour du chef de la coalition; la bonne foi de sa politique étouffoit la mauvaise foi prête à renaître; les Autrichiens battus devenoient les auxiliaires des Russes qui n'avoient point encore soupconné qu'on put l'être: tout rentroit dans l'ordre naturel, et l'armée Russe livrée à son génie mi-

litaire, et non à une influence étrangère, auroit remporté probablement la victoire sur le même terrein où elle a essuyé des revers.

En quittant le théatre de la guerre, en le faisant quitter à ses troupes, après la convention signée par l'Empereur François II. le lendemain de la bataille d'Austerlitz, l'Empereur de Russie, qui ne se battoit qu'en qualité d'Auxiliaire, a été conséquent au rôle qu'il s'étoit réservé. Depuis la passage de l'Inn par les Autrichiens, le premier plan de la campagne avoit été abandonné; depuis l'entrée des François en Autriche, les grandes vûes de la coalition s'étoient évanouies. Cette coalition, formée pour sauver quelques états, trop éloignés alors pour espérer de les défendre, ne pouvoit renaître que par une alliance franche et décisive avec la Prusse; et du moment qu'on ne pouvoit plus y compter, ni esperer de sauver l'Autriche, qui se livroit à la discrétion des françois, les Russes n'avoient qu'à profiter de la convention qui leur ouvroit un chemin facile par la Hongrie, au lieu de s'exposer à une retraite pénible à travers un pays que leur premier passage avoit considérablement appauvri.

Le comte Haugwitz n'avoit pas encore signé à cette époque cette autre convention, qu'on croira un jour avoir été dictée par Bonaparte, entre Potsdam et Berlin, mais on n'en savoit pas moins au quartier Général de l'Empereur Alexandre, quelles étoient les intentions du négociateur. Monsieur de Novosilzoff envoyé à sa rencontre quelques jours avant la bataille, avoit pu annoncer d'avance que toute sa politique étoit retranchée derrière le premier événement important, et comme cet événement venoit de tourner à l'avantage de Bonaparte, l'Empereur Alexandre en quittant son armée à Holitsh n'avoit plus qu'à envoyer déclarer au Roi de Prusse, à quel point il restoit fidèle à tous les engagemens qu'il avoit pris avec lui. Le Prince Dolgoruki arriva le 18 Décembre à Berlin, il y trouva Fréderic Guillaume III toujours également attaché aux intérêts de l'Empereur de Russie; la défaite d'Austerlitz n'avoit en rien ébranlé sa foi; mais tandis que ce monarque conservoit personnellement à son allié une amitié loyale, son ministre dépassant tous ses pouvoirs lui faisoit partager à Vienne en un seul jour et d'un seul trait de plume, toutes les dis-

*

graces d'une campagne, dans laquelle ses troupes n'avoient pas encore combattu.

On avoit eu peut-être à Berlin le droit d'être inquiet sur les suites de la retraite de l'armée Russe, et sur une déclaration qui pouvoit présenter sous un faux point de vue les intentions ultérieures du cabinet de Saint Pétersbourg; mais du moment que l'arrivée du Prince Dolgorouki permettoit de compter plus que jamais sur l'Empereur de Russie, il n'y étoit plus permis d'oublier que le Général Michelson étoit dans la Silésie, avec une colonne de trente mille hommes; qu'une armée de réserve s'organisoit aux environs de Wilna; et qu'un jeune Roi, aussi respectable par son rang, que recommandable par la dignité de son caractère, alloit, entre l'Elbe et le Weser, se mettre à la tête de soixante mille combattans. Ramené par cet apperçu imposant aux sentiments de loyauté qui appartiennent au chef d'une brave armée, le Roi de Prusse essaya d'échapper à certaine influence, souvent plus forte dans les cabinets que les ministres, et dans les cours que les Rois eux mêmes; le Général de Pfhul fut expédié pour suspendre les négociations; mais il trouva le comte

Haugwitz déjà revenant de Vienne; il y avoit tout signé; d'avance il y avoit approuvé tous les changemens que le vainquer d'Austerlitz avoit fait ou pourroit faire, et l'Allemagne, l'Italie, l'Europe enfin se trouvoient livrés à la discrétion de Bonaparte, sans l'aveu du cabinet de Berlin et surtout sans celui du Roi de Prusse, qui du moins avoit désiré jouer le seul rôle qui fut vraiment digne de lui.

Par une fatalité sans exemple, c'étoit au moment où Naples ouvroit ses portes aux ennemis de la France, que ces mêmes ennemis ouvroient à Bonaparte le chemin de la capitale d'un allié toujours fidèle. Coupable, et voila son seul crime, d'une foi trop religieusement observée envers des puissances forcées de l'abandonner, cet allié, venoit de braver la fortune pour s'immoler à la justice. Ne pouvant se croire engagée par un traité extorqué à Paris au Marquis de Gallo, traité arraché au sein de la paix par des menaces de conquêtes et de pillage, la cour de Naples venoit de se livrer à la coalition, le jour même où la coalition la livroit à la colère d'un vainqueur, d'autant plus irrité, que d'après ses plans de famille, il avoit besoin de l'être.

Depuis la reprise de la guerre avec l'Angleterre les François avoient occupé le royaume de Naples, malgré les protestations de son cabinet, malgré les derniers traités signés avec la Russie, et seulement en vertu du droit du plus fort. C'étoit donc aux cabinets de Saint James et de Saint Pétersbourg à faire un crime au Roi de Naples d'une occupation qui menaçoit les Sept Isles, et qui enlevoit à leurs escadres des ports dans la mer Adriatique; mais ces cabinets trouvèrent plus juste de le plaindre; et quand depuis, les troupes Russes et Angloises débarquèrent dans la baye de Naples, elles n'agirent que de représailles, ne firent que ce que Bonaparte avoit éxigé vingt cinq mois avant, en ordonnant, à quinze mille hommes de filer par l'Abruzze jusques à Otrante.

Mais à quoi sert de plaider la cause de la vérité; une fois traduite au tribunal du malheur, on n'ose plus ni la juger ni l'entendre. L'injustice et la violence d'un vainqueur sont aujourd'hui le seul code que l'Europe reconnoisse. Le droit des nations est ce qu'il veut, ce qu'il ordonne; le droit des gens ce qu'il permet. La prise de possession du royaume de Naples au

sein de la paix, malgré les réclamations de son cabinet, étoit alors une mesure de prudence; la même chose, exécutée de la même manière par ses ennemis est une violation de tous les traités. Naples opprimée par ses ordres devoit obéir, et se révolter contre tout ce qui n'étoit pas lui. Quand on y plioit devant sa puissance, c'étoit sagesse; quand on a cédé depuis au même empire de la nécessité devant les forces Russes et Angloises, c'étoit trahison et parjure. Le juste et l'injuste ne sont que ce qui sert ses desseins ou les contrarie, et du moment que le Roi et la Reine de Naples ont prétendu rester assis sur un trône, où il voulait faire monter un des siens; Bonaparte en sa qualité de dispensateur des peines et des récompenses, s'est cru obligé de les en punir.

Ah! sans doute c'est une faveur de la providence, qu'en accordant à un homme tant de moyens d'éblouir, elle se soit réservée le droit de lui refuser cette décence, cette dignité qui acheveroient de le fixer au rang suprême. En se servant d'un conquérant pour châtier les Rois, elle n'a pas voulu cependant confondre leur oppresseur avec eux; et comme si elle vou-

loit nous laisser l'espoir de revenir un jour sur son ouvrage, elle a permis que tant d'actions d'éclats fussent souillées par l'oubli total de toute Majesté Souveraine; afin qu'au milieu de tant de prestiges de gloire, on retrouvà la trace révolutionnaire qu'on voudroit envain nous faire oublier.

Mais quelle est cette proclamation datée du 25 Décembre au camp Impérial de Schoenbrunn et adressée à de braves Soldats, qui durent rougir en la lisant:

Soldats!

„Depuis dix ans, j'ai tout fait pour sauver „le Roi de Naples; il a tout fait pour se „perdre."

„Après la bataille de Dégo, de Mondovi, „de Lody, il ne pouvoit m'opposer qu'une foible „résistance. Je me fiai aux paroles de ce prince „et fus généreux envers lui."

„Lorque la seconde coalition fut dissoute „à Marengo, le Roi de Naples, qui le premier „avoit commencé cette injuste guerre, aban„donné à Lunéville par ses alliés, resta seul „et sans défense. Il m'implora, je lui pardon„nai une seconde fois."

„Il y a peu de mois, vous étiez aux „portes de Naples. J'avois d'assez légitimes „raisons, et de suspecter la trahison qui se mé-„ditoit et de venger les outrages qui m'avoient „été faits. Je fus encore généreux. Je recon-„nus la neutralité de Naples; je vous ordonnai „d'évacuer ce royaume, et pour la troisième „fois, la maison de Naples fut raffermie et „sauvée.“

„Pardonnerons-nous une quatrième fois? „nous fierons-nous une quatrième fois à une „Cour sans foi, sans honneur, sans raison? — „Non! non! la dynastie de Naples a cessé de „régner; son existence est incompatible avec „le repos de l'Europe et l'honneur de ma cou-„ronne.“

„Soldats! marchez, précipitez dans les flots, „si tant est qu'ils vous attendent; ces débiles „bataillons des tyrans des mers. Montrez au „monde de quelle manière nous punissons les „parjures. Ne tardez pas à m'apprendre que „l'Italie toute entière est soumise à mes loix, „ou à celles de mes alliés; que le plus beau „pays de la terre est affranchi du joug des „hommes les plus perfides; que la sainteté des

„traités est vengée, et que les mânes de mes „braves Soldats égorgés dans les ports de Sicile „à leur retour d'Egypte, après avoir échappé „aux périls des naufrages, des déserts, et de „cent combats, sont enfin appaisés."

„Soldats! mon frère marchera à votre tête: „il connoit mes projets, il est le dépositaire „de mon autorité; il a toute ma confiance, en„vironnez le de toute la vôtre."

Napoléon.

Et c'est un homme qui a fait de grandes choses, qui laisse tomber un nom qu'il croit auguste, au bas d'un pareil écrit: c'est parcequ'il n'ose pas dire à l'Europe, je veux pour mon frère un trône encore plus brillant et plus solide que celui que j'ai créé pour mon fils àdoptif, et j'en veux dépouiller la maison de Bourbon, qu'il adresse à ses crédules Sol dats cette série de calomnies qu'il ne se donne pas la peine d'appuier sur l'apparence de la vérité.

Eh bien nous allons la dire, la vérité; c'est en jetant un coup d'oeil rapide sur la conduite de la cour de Naples depuis douze années, que nous allons essayer de faire connoitre de quelle

nature sont ses torts et les trois prétendus pardons, qui ont été suivis de l'usurpation la plus injuste, de toutes celles que jusqu'à ce jour l'histoire nous a transmises.

En 1793 Naples étoit en paix avec la France, elle ne pouvoit avoir d'autres torts envers cette république, que de ne pas assez admirer sa guillotine et ses jours *sans culottides.* Un Grénadier aussi grossier que le gouvernement qui l'envoyoit, se fit débarquer seul du vaisseau qui l'aportoit et vint insulter à ses Souverains, jusques dans leur palais . . . . On oublia bientôt cette injure.

En 1795 la France déclara la guerre à toutes les puissances, Naples se trouva enveloppée dans cet anathème; elle fournit en Lombardie quelques troupes auxiliaires à l'armée Autrichienne; il y eut peu d'hostilités de commises; on signa en 1796 la paix à Paris.

Il est permis d'ignorer si c'est à cette époque que le vainqueur de Dégo, de Mondovi, de Lodi a pardonné pour la première fois. Le Maréchal Berthier, historien de Marengo, en louant son héros de s'être arrêté à Tolentino, d'y avoir signé la paix, afin de pouvoir remonter

en hâte vers le Tyrol pour s'opposer à l'Archiduc, nous semble avoir tranché la question. C'étoit une faute militaire que de s'être avancé sur Rome, sans avoir rien à opposer à une armée qui pouvoit bientôt couper aux François toute retraite. Bonaparte en la réparant, fit voir son habilité, mais non pas sa générosité, puisque Rome moins heureuse alors que sous le grand Saint Léon, acheta par le sacrifice de cent de ses chef-d'oeuvres, ce qu'Attila, *le fléau de Dieu* avoit accordé au respect que doit inspirer la religion et la vertu.

En 1798 les François s'étant rassemblés dans la Romagne, Rome étant de nouveau menacée et les frontières du Royaume de Naples couvertes de Soldats, le Roi de Naples après avoir déclaré par un manifeste, qu'il n'avoit d'autre but que de se défendre, s'avança dans les états de l'église: trompé par la réputation du Général Mack, il perdit en deux mois son armée et son royaume, et fut puni d'avoir voulu, selon le droit sacré des nations, garantir et sauver l'indépendance de sa couronne.

Ce fut à cette époque, que l'Empereur Paul offrit à la cour de Naples sa généreuse alliance.

Souvaroff descendit en Lombardie, comme les aigles des Apennins descendent quelquefois dans ces belles plaines. Le Cardinal Ruffo se mit à la tête d'une armée qui n'en avoit réellement que le nom; six cent soldats Russes débarqués à Brindisi se réunirent à cette masse; leur exemple lui donna de la consistance. Naples fut reconquise. De nouvelles troupes Russes abordèrent dans ce royaume, qui couvert de l'égide de la Russie, de la Russie que la politique de la France ménageoit alors, crut avec raison ne devoir qu'à cette alliance la tranquillité qu'on ne cherchoit pas à lui disputer.

Abandonné de ses alliés à Lunéville, le Roi de Naples, dit la proclamation, *resta seul et sans défense; il m'implora, je lui pardonnai . . . . . .* Mais à Lunéville le Roi de Naples ne fut abandonné, que du cabinet de Vienne, avec lequel depuis longtems il n'étoit plus d'accord. Il n'avoit pas fait la campagne de 1800 avec l'Autriche, il n'avoit provoqué en rien le ressentiment de la France; ses troupes n'avoient point réjoint l'armée de Mélas, il n'avoit pas un seul soldat à Marengo; à peine se tenoit-il dans ses états sur la défensive; il n'imploroit donc per-

sonne, puisqu'il n'avoit point commis d'offense; mais il lui restoit une alliée fidelle; c'étoit sur cette alliée qu'il comptoit, et s'il avoit pu implorer, (démarche à laquelle le malheur ne l'a jamais fait descendre,) c'eut été l'intervention de la Russie, et non la politique de Bonaparte, qui toute audacieuse qu'elle étoit déjà, ne s'étoit pas encore habituée à traiter sans égards, comme sans justice, une puissance du midi étroitement unie avec la première puissance du Nord.

Le premier Consul qui avoit besoin à cette époque de profiter de l'enthousiasme et du repos de la France, pour y fonder sa puissance, non seulement ne songeoit point à pardonner au Roi de Naples, mais il cherchoit à s'en rapprocher au moyen du cabinet de Saint Pétersbourg, auquel il faisoit faire sourdement des ouvertures de paix, par son ministre à Hambourg. Parmi les propositions mises en avant, *la paix de Naples et son indépendance, la restitution du Piémont à la Sardaigne*, sont les premières. A ce langage, si loin de celui d'aujourd'hui, il est aisé de voir que le vainqueur de Marengo étoit alors un peu plus modeste que le vainqueur d'Austerlitz, ou pour

mieux dire il est facile de juger la différence de situation entre un homme qui veut usurper un pouvoir, et celui qui trouve que tous les moyens sont bons, pour l'affermir et l'étendre.

Le cabinet de Saint Pétersbourg crut un moment à cette époque, à la possibilité de servir ses alliés et cette idée généreuse le détermina à la paix. Monsieur de Kalischtschef partit; mais Bonaparte détourné bientôt d'un sentiment de justice, qui n'étoit plus nécessaire à ses desseins, fit avancer Murat vers Naples, et arracher à la foiblesse du Chevalier Michelou, Ministre Napolitain et plénipotentiaire à Florence, un traité absolument contraire à celui, qu'il avoit proposé à la Russie, et que l'Ambassadeur de cette puissance avoit ordre de signer.

Si c'est à cette époque, que Bonaparte place son second pardon, il faut convenir que ce pardon fut peu généreux, car le traité de Florence couta au Roi de Naples, les présides, une partie de l'isle d'Elbe et l'obligation cruelle de voir pendant le reste de la guerre maritime, un corps de troupes Françoises, établi au sein même de ses états. Ce traité fait au mois de Mars, fut à la vérité mitigé par l'intervention

de la Russie au mois d'Octobre; il fut convenu alors que les troupes Françoises évacuéroient le royaume de Naples, quand les Anglois évacuéroient l'Egypte, mais cette condition fut longtems éludée, et la cour de Naples eut à souffrir pendant deux ans, tout ce que peut exiger l'injustice et la violence, quand elles comptent sur l'impunité.

A la paix d'Amiens, la France, d'après les traités, retira ses troupes du royaume de Naples, et perdit dès-lors le droit de les y renvoyer; mais la guerre avec l'Angleterre s'étant déclarée de nouveau, une armée Françoise rentra dans le royaume, s'établit dans l'Abruzze et la Pouille, et traita ces provinces comme des états tributaires.

Il y a peu de mois, vous étiez aux portes de Naples, dit Bonaparte à ses Soldats; mais il se garde d'ajouter, vous y étiez en dépit de la foi jurée et en vertu du droit du plus fort. *Je fus encore généreux*, se hâte-t-il de leur apprendre, et ses soldats ignorent que cette générosité consiste, à n'avoir pas saccagé la capitale d'un pays auquel il n'avoit non seulement aucun réproche sérieux à faire, mais dans

lequel ces mêmes soldats n'auroient pas dû se trouver, s'il avoit reconnu le droit des nations et l'ombre de la justice.

Non ce n'est point par générosité, ce n'est point pour pardonner une troisième fois, car on ne pardonne pas en pleine paix à une nation qui se laisse écraser sans se plaindre, que le gouvernement françois a fait tout à coup offrir à Paris au Ministre de Naples, un traité de neutralité qui renforçoit l'armée de Massena de près de vingt mille hommes. Bonaparte qui dans le partage des troupes n'avoit songé qu'à ramasser tous les moyens de succès autour de lui, s'étoit apperçu un peu tard que Massena résisteroit difficilement à l'Archiduc Charles; il entroit bien dans ses plans de ne lui abandonner qu'une très petite portion de sa gloire, mais encore falloit-il le soutenir sur l'Adige. Le besoin de disposer de l'armée de Saint Cyr le détermina donc à tendre à la cour de Naples un nouveau piège. Le Marquis de Gallo investi tout à coup par Mr. de Talleyrand, eut la foiblesse de signer, *sub sperati*, le traité, tel qu'on le lui présenta. L'Ambassadeur de France à Naples donna quarante huit heures au Roi pour

approuver tout ce qu'avoit fait son Ministre à Paris; il menaça d'employer la force, de faire avancer les troupes, qui n'étoient qu'à quelques journées de la capitale; on n'étoit point en mesure de s'opposer à de pareilles violences, et l'on ratifia enfin cette convention funeste, dont la violation sert à peine de prétexte à une conquête depuis longtems méditée.

Enfin, pour achever de répondre par des faits, et non par des phrases, à tant d'injustices, que l'on fouille toutes les archives des cabinets de l'Europe, et l'on n'y trouvera pas un seul traité depuis dix ans, dans lequel la cour de Naples soit intervenue avec d'autres voeux que celui de conserver son indépendance. C'est pour repousser le fléau de la guerre, qu'elle s'est armée; point de plans d'agrandissement, point de projets de vengeance. La France république l'a outragée; la France sous des formes plus monarchiques l'a opprimée, et elle n'en a jamais témoigné ni inimitié, ni ressentiment. On a reformé une troisième coalition, on a violé le secret des cabinets, on a publié à Londres les projets des puissances, et il ne se trouve pas dans ces traités un seul article qui la concerne. Ses

finances ont été écrasées sous le poids des contributions exigées par l'armée qui a insulté si longtems à sa dignité, et elle n'a point demandé à recevoir des subsides. Si elle a tenu aux puissances coalisées, c'est dans ce qui pouvoit contribuer à l'indépendance de l'Italie; l'Europe menaçoit Bonaparte; elle ne menaçoit, ni ne projettoit de menacer personne; et par une condescendance qui tenoit à sa position et à la sagesse de sa politique, son cabinet est celui, qui depuis dix ans a le moins contrarié les plans ambitieux du vainqueur qui a juré sa ruine.

Telle est la conduite de cette cour qui n'a commis qu'une seule faute en tant d'années, celle de ne pas braver il y a six mois un danger qui alors n'étoit pas sans remède. Telles sont les bases véritables sur lesquelles sont appuyées la déclaration la plus injurieuse, la plus indécente, qui soit jamais sortie de la plume d'un homme qui prétend fraterniser avec des Rois. Tels sont les trois pardons, qui n'ont jamais été prononcés par Bonaparte, ni supportés par la puissance qui au sein même du malheur conserve encore toute sa dignité.

*

Plus grande dans sa chûte que l'oppresseur qui s'oublie, la maison de Bourbon sent bien qu'elle n'a plus besoin de se justifier devant celui, qui la poursuit pour la calomnier, qui la calomnie pour l'anéantir; elle est coupable de tous les bienfaits, dont elle a couvert la France pendant huit cents années; elle est coupable de ses droits imprescriptibles; elle est coupable enfin du sang précieux et sacré, qu'elle a versé aux pieds de l'anarchie et de la tyrannie, et qui pèse de son poids immense sur la conscience de l'usurpateur qui l'opprime.

Mais il est tems d'achever ce tableau, si difficile à faire pour le moment, tant il est mobile, si pénible à tracer pour l'avenir, tant il offre un aspect effrayant. L'Europe aujourd'hui n'est plus cet assemblage d'états indépendants les uns des autres, liés par des rapports commerciaux, désunis par des prétentions politiques ou des rivalités nationales, et cependant formant un tout, dans lequel on pouvoit espérer de maintenir une certaine harmonie. L'image du tems présent rappelle cette religion des peuples d'Orient, dans laquelle le genie du mal l'emporte et réçoit presque tous les hommages; ce qui cède

à la fortune de Bonaparte, ce qui voudroit y résister, voila les deux portions distinctes qui forment l'Europe; mais tandis que l'ambition resserre avec des liens de fer le faisceau qui compose la première, le cri de la nécessité ose à peine se faire entendre, pour railler toutes les puissances, qui devroient composer la seconde.

De l'aveu même des journaux françois, soixante et quelques millions d'hommes sont au moment de recevoir le joug d'un seul homme, et cependant les peuples, qui ne subissent pas encore ses loix, ne songent pas qu'il leur reste des forces égales à lui opposer. S'ils ne sont pas aussi puissants en Europe que l'empire fédératif, qu'ils vont renfermer dans leur sein, ils peuvent cependant en balancer les efforts, en étouffer la fortune. Ce sont ces peuples, qui dominent sur les trois autres parties du monde; c'est la Russie qui tient sous ses loix le Nord de l'Asie, c'est la Turquie à qui l'Anatolie, la Syrie, l'Egypte obéissent; c'est l'Angleterre enfin à qui le Bengale fournit ses trésors, à qui les Antilles envoyent leurs denrées, à qui le commerce soumet toutes les richesses des deux mondes.

Bonaparte ne possède presque plus rien dans les deux Indes; au Cap de Bonne-espérance, comme à Saint Domingue, il vient de perdre de nouveau les deux chemins qui y conduisent. Les vaisseaux fuient de ses ports; sa marine s'anéantit: au milieu de sa prospérité il reste sans commerce, sans colonies, sans ressources pour se créer des richesses extérieures, sans économie pour s'en passer; et si comme Jupiter il régne au milieu des enfants qu'il vient d'adopter, il est condamné comme Saturne l'un après l'autre à les dévorer.

Oui, sans doute l'Europe doit frémir, et nous ne croyons pas lui avoir dissimulé le danger; mais s'il est permis de plonger un regard dans l'abime, c'est pour en mesurer sans effroi toute la profondeur. La confiance a produit de grands maux, il se pouroit que le découragement en produisit de plus grands encore; les disgraces de la guerre sont les vents qui forcent l'arbre de plier, l'inertie et l'abandon total de tout systême, sont les maladies qui le dessechent et le déracinent. L'Europe a perdu une partie de ses moyens, mais elle peut encore ramasser ceux qui lui restent:

la puissance de Bonaparte ne s'est point accrue de tout ce que son orgueil a soumis; c'est son autorité, et non son pouvoir, qui s'est étendue; puisque la crainte rallie des états entiers autour de lui, la nécessité doit rapprocher tout ce qui n'est pas à portée de ses premiers coups, et lui même en faisant du haut de son trône, l'appel de toutes ses forces, va indiquer à ses ennemis le besoin de rallier les leurs, et surtout de mieux les apprécier.

Du moment qu'il se forme en Europe un empire, qui range sous sa dépendance la moitié de sa population, celui qui l'a créé annonce la nécessité du partage. Ce qui n'est pas sous ses loix, doit s'opposer à ses loix; il n'existe plus d'autres moyens de se soustraire à sa domination, (et l'avenir en fera foi,) que de s'y opposer ouvertement. Les états qui résisteront à l'idée de cette opposition fédérative, a ce besoin général de se garantir de l'oppression, sont des états qui dès ce moment attendent ou demandent des fers; telle est l'Autriche, excusable, respectable même, dans sa dépendance, et qui devra peut-être au souvenir de ses nobles efforts, l'honneur d'échapper longtems encore à

l'empire fédératif, auquel elle va toucher par la Bavière; telle est la Prusse qui sans excuse et plus voisine du danger, vient après un siècle de prospérité et de gloire de passer tout à coup au rang de ces monarchies créées depuis un jour pour la famille d'un conquérant.

Bonaparte réclame aujourd'hui l'empire de Charlemagne, comme Charlemagne réclamoit jadis l'héritage de Constantin; mais quand le fils de Pépin, le petit fils de Charles Martel, le descendant de vingt maires du Palais, tous alliés aux enfans de Clovis, se faisoit couronner à Rome Empereur d'occident, tout ce qui n'étoit pas rangé sous ses loix, n'avoit pour s'y opposer aucune existence politique. Charlemagne ne s'emparoit pas aux yeux de l'Europe, de la moitié de sa population, il la gouvernoit toute entière; ce n'étoit que sur des déserts, qu'il dédaignoit de régner; et les peuples au delà de la Vistule, ainsi que les habitans de la grande Bretagne, n'étoient pas alors des nations puissantes, capables de balancer ses desseins.

Pour être le fruit prématuré d'une audace sans exemple, l'empire qui se crée dans ce moment, n'en est pas moins dès en naissant, hors

de toutes les dimensions qui pourroient en assurer la durée. C'est de la proportion exacte des parties qui composent un tout que naît la force, et non jamais de leur grandeur démésurée. Hugues Capet, en ne régnant que sur la France, sur la France dont son patrimoine avoit formé le noyau, fonda une dinastie de trente trois Rois: Charlemagne pour avoir embrassé un plan trop vaste, créa un pouvoir qui ne passa pas à son petit fils. Parceque tous les trônes de l'Occident sont destinés aux frères, aux beaux frères, aux enfants adoptés de Bonaparte, ce n'est pas une raison pour en garantir l'indivisibilité. Louis quatorze conçut aussi le plan d'un pacte de famille, il possedoit une autre force que lui, car il avoit un pouvoir, que nul homme vivant ne pouvoit lui contester, et cependant il songea un moment à détrôner son petit fils. Que l'Europe donc ose mésurer le colosse qui se dresse; la France resserrée dans ses limites naturelles, gouvernée par un ambitieux capable de s'arrêter, offroit peut-être un danger plus réel. L'homme qui n'a mis que six ans à passer du rang de premier Magistrat d'une république au rôle de fabricateur de Souve-

rains, de restaurateur de l'empire d'Occident, a donné suffisamment sa mesure. La tour de Babel se relève; il est vrai que les ouvriers qui la batissent sont des Rois, mais l'Architecte qui les conduit cessera bientôt de les entendre. A la prodigieuse rapidité avec laquelle les événements s'accumulent, on peut prévoir que la confusion des langues se jettera plutôt qu'on ne pense, dans cet édifice politique, et c'est à se mettre en mesure d'en profiter que doivent en ce moment songer les puissances, qui ne veulent pas aussi batir des chimères, et travailler à ne relever que des ruines.

Que l'on ne croie pas encore une fois que Bonaparte en satisfaisant à sa vanité par la réunion de dix états, augmente d'autant sa puissance: il charge le marche pied de son trône, de têtes couronnées; il pousse l'orgueil au dernier degré où puisse arriver un conquérant; mais il cesse de raisonner en homme d'état. Quand il s'empare des pays, qu'il dépouilloit, il ressemble à l'homme de la fable, il tue la poule qui lui fournissoit des oeufs d'or. En liant sa politique à celle de l'Espagne par exemple, il perd envers elle le plus tyrannique, mais le

plus utile de ses droits, celui de la ruiner sans s'attendrir sur sa misère; que lui importoit jusqu'ici d'appauvrir la Hollande, de fouler l'Italie, de pressurer tout ce qui l'entouroit? Avoit-il le soin de réparer les maux qu'il faisoit, étoit il chargé de veiller à l'affoiblissement de ces états tributaires? En les unissant encore plus étroitement à la France, en les donnant à ses parents, où il s'apprète à n'avoir aucuns égards aux réclamations de ces Administrateurs, qui vont porter le titre de Rois, où il se condamne à cesser de dévorer l'héritage de sa famille. Comme il aime la pompe pour lui même, il l'exigera sur tous les trônes qui dépendront du sien: jaloux du titre de Roi des Rois, auquel sa modestie va prétendre, il voudra que le plus grand luxe règne à la cour de tous ces Souverains, qui ne seront que des sujets à la sienne. Par ce principe chacun de ces petits états, écrasé sous le poids d'une tête couronnée, et épuisé à soutenir l'éclat qui devra l'entourer, n'aura plus d'autres tributs à lui apporter qu'un hommage qu'il lui faudra payer de sa puissante garantie. Le Calife de cette nouvelle religion, jouira sans doute de cette pompe Asiatique; mais le faste

de sa cour augmentant en raison de celui des cours de ses grands vassaux, ses trop crédules sujets, s'épuiseront envain pour le soutenir. La France en cessant de dépouiller ses voisins, sera donc forcée de se saigner davantage, et de cet éclat de prospérité apparente, il naîtra une nécessité de désordre et un besoin de conquètes auxquels les puissances qui avoisinent cet empire doivent bientôt se préparer.

L'empire fédératif avec ses immenses frontières, va perdre cette unité, cet ensemble qui a toujours donné tant de forces à la France; en renonçant à ses limites que la nature et l'art ont rendus si difficiles à franchir, Bonaparte acquiert plus d'états à protéger, sans acquérir un soldat de plus sur lequel il puisse compter. Il n'ignore pas que les gazettes et les Prefets de tous les pays conquis ou réunis, lui répondent de l'obéissance et même de l'amour des peuples qu'il a subjugués, mais sa conscience ne le rend pas aussi crédule, que les Parisiens auxquels il abandonne tous ces témoignages d'une adoration commandée. Pour occuper et garder Naples, pour contenir ses fidelles sujets du royaume d'Italie, pour faire

avouer à la Hollande qu'elle ne sait plus se gouverner, il lui faut des armées Françoises. Pour en imposer à l'Espagne, pour faire gouter à l'empire Germanique le bonheur d'être métamorphosé en empire fédératif, il lui faut encore des armées françoises. La France en pleine paix sera toujours en état de guerre. Elle rappellera l'Italie du tems des Romains, s'épuisant à enfanter des légions pour mettre l'univers dans les fers; attaquée dans les racines de sa population, attaquée dans le systême de ses finances, elle succombera sous le poids d'une ambition, qui dévorera ses ressources territoriales, qui dépeuplera ses campagnes; et quand l'Europe rappellée par l'excès de l'injustice au besoin de réclamer son indépendance, s'armera de nouveau, la France s'appercevra trop tard sans doute à quel point est fausse la politique, qui lui donne dix nations, à défendre pendant la guerre et à surveiller pendant la paix.

En rassemblant plusieurs états sous ses loix, Bonaparte ne pourra de longtems parvenir a réunir aucun de ces peuples, au peuple François; le tems seul fait disparoitre les différences d'usages, de gout, de langages, sur lesquelles

sont fondées les antipathies des nations; ce que la force ou la fortune dictent ou ordonnent ne tient qu'à la contrainte et au succès. Pour échapper à la politique Autrichienne, les Bavarois ont pu éprouver un moment de joie en se jetant dans les bras des François; mais plus d'un homme d'honneur a déjà frémi en Bavière de l'idée de voir son Souverain, mandé à la barre des Rois *à la Fédération* de Paris. Les Espagnols peuvent bien plier sous le joug de la nécessité, mais ils sont toujours les descendants de ces fiers Arragonois, de ces vindicatifs Castillans, qui n'ont jamais porté leurs voeux et leurs coeurs au delà des Pyrennées. L'Italie par l'espoir de se récréer une puissance formidable peut se prêter à tout ce qui doit y contribuer, mais elle n'en sait pas moins que depuis dix siècles, elle est alternativement la proie et le tombeau des François, et que les Vespres Siciliennes peuvent sonner encore. Ainsi la France toujours isolée au sein de cet empire fédératif, qui va céder un moment à sa destinée, s'enveloppe de dangers réels, pour jouir dans la personne de celui qui la gouverne, d'un accroissement chimérique.

A ces considérations il est nécessaire d'ajouter, ce qu'un système militaire aussi étendu peut et doit jetter d'embarras dans les finances. Tous les états que la France prend sous sa tutelle, sont depuis dix ans écrasés par ses armées. Comme elle n'a pas pu deviner pendant la guerre révolutionnaire qu'elle a faite à l'Europe, qu'elle ne combattoit les monarchies que pour leur donner des Reines, et les Républiques que pour leur donner des Rois, elle a dévasté ces mêmes pays avec lesquels elle s'identifie. Sous le rapport d'acquisition de richesses, la France fait un mauvais marché, car elle ne s'associe, qu'à des peuples plus ruinés qu'elle. Ce n'est point la Hollande des Stathouders qu'elle épouse, c'est la Hollande dépouillée du Cap de Bonne-Esperance et sans escadres pour sauver Batavia, ainsi que ses colonies d'Amérique. Ce n'est point l'Espagne de Philippe cinq, dont elle fait écraser la marine, c'est une monarchie languissante, qui achève de sacrifier tout ses vaisseaux à sa politique. Ce n'est point cette Italie que la liberté du commerce et l'absence de toute guerre, depuis quarante ans rendoit florissante, qu'il réunit et gou-

verne, c'est l'assemblage de dix nations qui se détestent et que ses Soldats ont depuis longtems appauvries; en Allemagne, au nord, sud, partout où Bonaparte acquièrt de la puissance, la France contracte la dette immense de protéger, de défendre et de sémer sans récueillir. Les harangues et les hommages arriveront bien au pied du trône, mais l'or détourné par mille mains, qu'il faudra acheter et corrompre, ira se perdre dans le luxe de vingt petites cours. Les coffres de ces particuliers devenus Souverains, se rempliront chaque jour, tandis que le trésor national, restera vide; et les *enfants de la patrie*, obligés d'aller garder des contrées éloignées, arroseront plus d'une fois de leur sang ou de leurs larmes, le sol de cet empire fédératif, qui, pour appartenir a leur maitre n'en sera pas moins pour eux une terre étrangère.

Bonaparte ne se fiera jamais à des Souverains que sa protection humilie; jamais il ne risquera de faire la guerre dans leurs états sans y appeller ses propres Soldats. A peine osera-t-il garder la Hollande avec des Italiens, et l'Italie avec des Allemands; il ne sera tranquille que là où il aura des Soldats François . . . . La

garde prétorienne est formée, elle ne dispose pas encore du trône, mais on la paye et on la regarde déjà, comme étant son unique soutient; ses chefs reçoivent des provinces, ses officiers de riches dépouilles, ses soldats le droit de prétendre à tout, et l'empire fédératif devenu dès en naissant, ce que l'empire Romain fut au commencement de sa décadence, n'est plus qu'une association de quatre vingt millions de victimes, immolée à la fortune de quelques légions de soldats.

Il ne reste plus enfin que deux partis à prendre aux nations à qui cet écrit s'adresse; car ce n'est pas un parti que cet état d'inertie dans lequel la politique du moment semble s'endormir; il faut faire la paix ou la guerre, il faut former et consolider une opposition Européenne capable d'arrêter le mal, qui, s'il fait un pas de plus, deviendra un mal sans remède.

Quatres nations braves et guerrières, retranchées par la nature ou par la distance, placées de façon à être difficilement attaquées, ont un intérêt commun à sauver l'indépendance des mers du Nord de l'Europe, et deux d'entre elles l'in-

térêt le plus direct à sauver l'indépendance du midi.

L'Angleterre, pour naviguer librement dans les eaux de la Baltique et de la Méditerranée, afin d'y réaliser ses richesses, a besoin de disputer à l'empire fédératif le Sund et le détroit de Messine.

La Russie, pour exporter ses bleds, ses chanvres, ses bois de construction, pour soutenir son commerce, pour ne pas laisser bloquer un jour sa marine dans le Golphe de Finlande et dans la mer Noire, a un besoin égal de s'opposer aux progrèts de Bonaparte, dans le Nord de l'Allemagne ainsi qu'en Italie.

Le Dannemark menacé de ce voir arracher les clefs de la Baltique qui donnent tant d'importance à son amitié, a besoin de s'attacher à un systême, auquel sa marine estimable ne peut qu'ajouter un grand prix.

La Suède qui même, sans la caractère noble et énergique de son jeune Souverain, sentiroit avec la fierté nationale qui lui est propre, l'affront dont on la menace, plus que jamais a besoin de tenir à une union dont elle a sû si bien donner l'exemple.

Le cri du salut général commande donc à la politique de faire disparoitre tous les obstacles qui pouroient s'opposer au seul plan raisonnable qu'elle ait à adopter et à suivre. Loin d'elle en de pareilles circonstances toutes ces considérations puériles qui arrêtent dans les tems ordinaires les négociateurs routiniers. L'incendie fait des progrèts, le tocsin sonne, et quand le vaisseau fait naufrage, les petites haines des navigateurs doivent disparoitre devant le véritable danger.

Sans désigner le terrein sur lequel il faut faire la guerre à la France, c'est à traverser la politique dévorante de son chef qu'il faut s'attacher. Que l'on combatte ou non, que l'on croise ou non le sàbre, il faut s'armer, se réunir et s'entendre.

Si Bonaparte est une fois persuadé que ce système d'opposition existe, qu'il se resserre, qu'il marche, qu'il tend surtout au même but, il s'arrêtera devant cette idée. Ce n'est pas lui qui est coupable en ce moment de cette confusion qui règne dans la moitié de l'Europe, c'est ceux qui la lui abandonne; au premier signe d'intelligence entre les puissances, qu'il rédoute,

on le verra réfléchir et se calmer; c'est une erreur de croire qu'il faille toujours cinq cent mille combattans pour contenir une ambition aussi turbulente; il ne faut que du caractère, de la persévérance, et surtout un systême politique dont la sagesse et la simplicité assurent la solidité.

Tant que Bonaparte aura contre lui l'Angleterre et la Russie réunies, il ne saura jamais quelles sont au juste les forces qui lui resteront à combattre. Son animosité contre cette Albion qui seule en ce moment flétrit ses lauriers, naît d'une certaine inquiétude qui le tourmente d'autant plus que la puissance de cette Isle est encore pour lui un mystère. Son humeur contre la Russie, provient du même sentiment, puisqu'il ignore qu'elles sont les ressources que cache son immensité. Si jusques ici il a deviné tout ce qu'il avoit à effrayer, soumettre, ou vaincre, c'est que Vienne et Berlin étoient trop près pour rester des énigmes pour lui; mais au delà de cette chaine d'escadres qui enveloppent les deux mondes; mais au delà de ces frontières de la Galicie dout il s'est approché, il ne voit pas tout ce que le commerce peut fournir de ri-

chesses à l'Angleterre, et tout ce que peut en Russie un Souverain qui a droit d'attendre de l'attachement de son peuple un pouvoir égal au pouvoir sans bornes, que lui ont confié les loix.

Ce ne sont plus que des puissances maritimes, qui peuvent disputer à Bonaparte la dictature Européenne qu'il affecte; car ce n'est plus que là, où des vaisseaux abordent, qu'il est possible de l'atteindre. La ceinture fédérative qu'il vient de se faire, couvre toutes ses frontières, mais quinze cents lieues de côtes, que sa marine ne peut protéger restent à découverts. L'Europe coalisée peut l'envelopper de ses escadres, et le menacer sur mille points que ses armées ne sauroient défendre.

Comme l'Angleterre n'auroit point assez de soldats, la Russie assez de vaisseaux, le Dannemark et la Suède assez d'or; ce n'est que de l'ensemble parfait de toutes ces puissances, qu'il peut naître une puissance capable de lui résister. Que des flottes Angloises, Danoises, Suédoises, Russes, promènent des armées sur un élément sourd à son ambition, et contraire à sa fortune; que la Turquie y réunisse quelques uns

de ces beaux vaisseaux, dont on pourroit tirer un si grand avantage, si d'autres que des Turcs les dirigeoient, et le vainqueur d'Austerlitz apprendra que l'enflure est loin de la véritable grandeur, tandis que l'Europe pourra se convaincre, qu'un bon système maritime peut encore réparer les maux, qu'a produits la guerre de 1805.

Puisque ce n'est plus à attaquer la France, qu'il faut songer, (d'autres tems apporteront d'autres idées), tous les plans de la politique doivent tendre à sauver du système fédératif les états, qui n'ont pas encore consenti à en faire partie. La guerre défensive sur quelques points importants, que la sagesse des cabinets saura bien trouver, peut sauver encore le midi de l'Italie; la guerre maritime combinée sur un plan vaste, peut et doit sauver les grands états que menace en ce moment la paix....

Quoi la paix! Quoi la cessation de toutes les hostilités, entraineroient de nouveaux désastres? Oui, et ce n'est qu'après l'avoir signée seulement, que l'Europe aura passée sous le joug. On appelle joug, pour des nations accoutumées à donner quelquefois des loix et à n'en recevoir

jamais, la diminution de toute influence politique; l'abandon forcé de ses alliés fidelles; la disgrace, l'anéantissement de ses amis. On appelle joug pour une puissance du premier rang la nécessité de rester au second, et de se condamner, à consacrer par son silence, tout ce que l'injustice et l'ambition peuvent tenter.

Un seul motif pouroit déterminer à ne pas faire la guerre, c'est la crainte d'éprouver de nouvelles pertes, d'être obligé à de nouveaux sacrifices, et cette crainte en faisant la paix se convertira en certitude. Que l'Europe achève de désarmer, et les envahissemens, les réunions, les conquêtes, fruits amers des campagnes désastreuses, vont recommencer au sein de la paix. Pour s'en convaincre qu'on se rappelle le passé, qu'on regarde le présent, qu'on interroge l'avenir et qu'on écoute, c'est Bonaparte lui même qui va parler:

„Je suis monté sur le premier trône du „monde; je fais venir au pied de ce trône „vingt Souverains que j'élève, afin de m'asseoir „audessus d'eux, et cependant j'en ai trop fait „pour ne pas oser davantage. Si l'Europe aver- „tie de mes projets par cet excès d'orgueil et

„d'audace se réunit, je peux encore courir „des dangers; mais si je parviens à la „tromper, à l'endormir seulement deux années, „j'espère me mettre en mesure de braver alors „son réveil. Offrons lui la paix à tout prix, „tendons un piège à tous les cabinets, et don- „nons aux journalistes un champ libre pour „célébrer ma clémence. La paix a deux sens, „que mes Ministres, et moi savons comprendre „et séparer; elle est pour mes ennemis la ces- „sation absolue de toutes négociations; elle est „pour moi le rédoublement le plus actif de „de mes prétentions, et l'accomplissement de „mes desseins. J'ai agrandi ma fortune par la „guerre, j'ai besoin de la consolider par la „paix. Si je fais la guerre j'avancerai plus „lentement dans mes projets, on me disputera „mes conquêtes, on me fera achêter mes succès; „si je fais la paix, sans risquer le sort des „batailles, du fond de mon cabinet, je réunirai „des provinces entières à mes états.

„Pour éblouir mon peuple, je vais rassembler „sous ses yeux tout ce qui doit former mon „empire; ce que je possède je le donnerai en „garde à mes premiers sujets, avec le titre

„illusoire de Souverain; ce que je ne possède „pas je le convoiterai, et me reserverai par les „adoptions que je projette le moyen de m'en „emparer . . . puisque j'ai besoin de surveillants, „puisque je ne puis me fier à des peuples que „je dompte par ma fortune, mais que j'écrase „par mes impots, je vais récréer ces fiefs, ces haut „Barons que pendant dix ans j'ai aidé à détruire, „et ferai sortir de la philosophie du dixhuitième „siècle, le siècle de la féodalité. Ne pouvant „compter sur l'amitié de personne, je vais inté- „resser l'ambition de tous. Je partagerai pour „conserver; je donnerai par l'amour de pos- „seder; je serai prodigue par avarice. Mon „empire étant déjà, par mon ambition démésurée „hors des proportions dans lesquelles je pou- „vois espérer de le gouverner, je placerai sous „différents titres à toutes ses extrémités, des „védettes chargées de contenir mes sujets, qui „dès qu'ils sentiront à froid leurs blessures, „vont devenir mes véritables ennemis.

„Je veux faire la paix avec les nations que „je n'ai pas encore assez trompées, pour pou- „voir achever de soumettre celles que je trompe. „Que l'Angleterre, dont je fais déjà sonder le

„nouveau ministère reste en possession de „toutes ses colonies, cédons lui Malthe, s'il le „faut, et cet empire des mers que la guerre lui „assure d'avantage. Que les Russes protègent „quelques années la Turquie; je consens „à laisser le Sund ouvert aux puissances du „Nord, le détroit de Gibraltar aux flottes An„gloises, les Dardanelles aux vaisseaux de la „Russie; ma famille n'est pas encore assise sur „tous les trônes que je lui destine, il me faut „au moins deux ans de paix pour conquérir les „états que je gouverne déjà, mais que je pré„tend achever d'assujettir. Que m'a rapporté la „guerre la plus heureuse, la plus brillante que „j'aie faite? Le droit de concevoir le plan „gigantesque que la paix va me permettre „d'exécuter.

„Je n'ai plus rien à craindre des grandes „armées de l'Europe; j'ai mis entre moi, et la „seule que je pouvois redouter deux vastes „états, que j'ai subjugués par ma politique et par „ma fortune; il ne me reste qu'à écarter les „flottes de mes ennemis, et je ne peux les „combattre que par la paix.

„Avec la paix je m'emparerai de toute „l'Italie, car en me cédant Naples pour me faire „renoncer à la Sicile, on ne fera que m'en „assurer plus facilement la conquête. Avec la „paix je donnerai un Stathouder ou un Roi à „la Hollande, des Electeurs à l'Allemagne, un „Souverain de ma famille à la Suisse.

„Avec la paix je profiterai de mon ascen- „dant à Madrid pour conquérir le Portugal, et „je me servirai ensuite des forces et de la „situation du Portugal pour achever d'anéantir „la maison de Bourbon.

„Mon empire fédératif une fois tout entier „dans mes mains, je tournerai sérieusement „mes régards du côté de l'Inde, et je commen- „cerai enfin le seul rêve qui soit digne d'une „ambition telle que la mienne.

„J'ai perdu par la guerre, la marine que la „France république m'avoit confiée; je la ferai „renaître par la paix. Depuis Emden jusques „à Raguse, j'ai sur les côtes de la Hollande, de „la Flandre, de la France, de l'Espagne, de „l'Italie, de la Dalmatie, cinquante chantiers „sur lesquels je peux chaque année faire con- „struire cent vaisseaux; que l'Angleterre pen-

„dant deux ou trois ans me laisse respirer, et „vingt escadres sortiront à la fois de tous mes „ports; j'épuiserai à la vérité les forêts qui me „restent, mais le commerce arrivera à mon „secours. Les marchands, ces prétendus citoyens „du monde, qui ne le sont jamais de leur pays, „ne voyant rien au delà de l'intérêt du mo- „ment, me vendront tous les moyens de tarir „un jour la source de leur fortune. Avec les „larmes des peuples du midi j'acheterai du fer „aux peuples du Nord; avec ce fer j'irai cher- „cher l'or qui me manque; et je jouerai enfin „toutes les fortunes de l'Europe contre toutes „les richesses des deux Indes.

„Possesseur dès aujourd'hui de la Dalmatie „je vais pendant la paix m'emparer de la Grece, „que la Russie auroit dans ce moment tant „d'avantage à me disputer. Géné par la pré- „sence de ses escadres dans la mer méditer- „rannée, je profiterai de leur rétour dans leurs „ports pour surprendre la Morée. Maitre „de l'Albanie, protecteur d'Ali-Pacha et de tous „les révoltés de l'empire Ottoman, j'envahirai „la république des Sept Isles, et reprendrai la „route de l'Egypte, qui m'ouvrira par la mer

„rouge celle de Bombay, et de cette presqu'isle „importante, où j'irai couper dans sa racine la „fortune et la puissance des Anglois.

„Enfin, si mes vaisseaux arrivent jamais au „Bengale, où je puis aussi pénétrer par la Syrie et „la Perse; si mes lieutenants peuvent traiter un jour „les vainqueurs du royaume de Mysore, comme „ceux-ci ont traité Typo Saib, l'Europe sera „aux fers, car elle n'aura plus d'or et j'aurai un „million de soldats. L'Angleterre une fois sans „commerce, sa marine une fois anéantie, le „sceptre des mers une fois dans mes mains, „mes escadres iront condamner la Baltique et „la mer Noire à n'être plus que des vastes „Golphes sans issus; et la Russie pour avoir „trop tôt cédé à ma fortune, réculant réelle„ment devant mon genie, me laissera paisible „possesseur de cette Europe, qu'elle seule en ce „moment encore à la puissance de me disputer."

F I N.





